

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/051

Habitat / Attribution de subvention à un propriétaire bailleur au titre des projets d'amélioration de l'habitat privé réalisés dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat – renouvellement urbain Foix-Varilhes 2021-2026, en complément de l'Anah

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5216-5 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération n°2019/138 du 11 décembre 2019 relative à l'adoption du premier programme local de l'habitat de L'agglo Foix-Varilhes (2020-2025) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 43 « favoriser une production de logements adaptés au renforcement de l'attractivité résidentielle, en veillant aux équilibres sociaux et en répondant aux besoins spécifiques » - action 101 « proposer des programmes d'amélioration de l'habitat privé » ;

Vu la délibération n°2021/073 du conseil communautaire du 26 mai 2021 approuvant la convention d'opération programme d'amélioration de l'habitat - renouvellement urbain (Opah-RU) de L'agglo Foix-Varilhes pour une période de 5 ans à compter du 21 septembre 2021 ;

Vu la délibération n°2021/075 du conseil communautaire du 26 mai 2021 approuvant le règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du parc privé dans le cadre des programmes d'amélioration de l'habitat Opah-RU et Pig 2021-2026 ;

Vu la délibération n° 2023/061 du conseil communautaire du 5 avril 2023 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'opération programme d'amélioration de l'habitat - renouvellement urbain (Opah-RU) de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération n°2023/062 du conseil communautaire du 5 avril 2023 approuvant l'avenant n°1 au règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du parc privé dans le cadre des programmes d'amélioration de l'habitat Opah-RU et Pig 2021-2026 ;

Considérant la présentation des projets de propriétaires bailleurs réalisés dans le cadre de l'Opah-RU de L'agglo Foix-Varilhes 2021-2026, en complément de l'Anah ;

LE PRÉSIDENT

- Article 1 :** **ATTRIBUE** une subvention d'un montant total de 23 742,17€ pour le projet d'un propriétaire bailleur réalisé dans le cadre de l'Opah-RU de L'agglo Foix-Varilhes, en complément de l'Anah, tel que présentée dans le tableau annexé.
- Article 2 :** **AUTORISE** le président à notifier les subventions récapitulées dans le document joint.
- Article 3 :** **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.
- Article 4 :** **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 25/05/2023

Reçu en préfecture le 25/05/2023

Publié le

S²LO

ID : 009-200067791-20230522-2023_DP_051-DE

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 22 mai 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

Nom Prénom	Adresse	Type travaux	Logement	Montant dépenses subventionnées (travaux + honoraires)	Taux d'intervention Agglo Foix-Varilhes	Montant subvention Agglo Foix-Varilhes
M. Robert Pascal	37 Rue des chapeliers 09000 Foix	Réhabilitation de 4 logements pour travaux lourds	N°1 T3 en R+1/R+2 Loc 3	73 788,00 €	15%	11 068,20 €
			N°2 T3 en R+3 Loc 2	71 166,72 €	5%	3 558,34 €
			N°3 T3 en R+4 Loc 1	67 998,48 €	5%	3 399,92 €
			N°4 T2 en R+5 Loc 1	54 314,16 €	5%	2 715,71 €
			Prime sortie de vacance "investir en centre bourg"			3 000,00 €
TOTAL						23 742,17 €

Envoyé en préfecture le 25/05/2023

Reçu en préfecture le 25/05/2023

Publié le



ID : 009-200067791-20230522-2023_DP_051-DE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/052

Habitat / Attribution de subventions aux propriétaires occupants, dossier « autonomie à la personne » au titre des projets d'amélioration de l'habitat privé réalisés dans le cadre du programme d'intérêt général 2021-2026, en complément de l'Anah

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5216-5 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération n°2019/138 du 11 décembre 2019 relative à l'adoption du premier programme local de l'habitat de L'agglo Foix-Varilhes (2020-2025) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 43 « favoriser une production de logements adaptés au renforcement de l'attractivité résidentielle, en veillant aux équilibres sociaux et en répondant aux besoins spécifiques » - action 101 « proposer des programmes d'amélioration de l'habitat privé » ;

Vu la délibération n°2021/074 du conseil communautaire du 26 mai 2021 approuvant la convention du programme d'intérêt général (Pig) d'amélioration de l'habitat de L'agglo Foix-Varilhes pour une période de 5 ans à compter du 21 septembre 2021 ;

Vu la délibération n°2021/075 du conseil communautaire du 26 mai 2021 approuvant le règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du parc privé dans le cadre des programmes d'amélioration de l'habitat Opah-RU et Pig 2021-2026 ;

Considérant la présentation du projet du propriétaire occupant, dossier « autonomie à la personne, » réalisés dans le cadre du Pig départemental, en complément de l'Anah ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **ATTRIBUE** sept subventions d'un montant total de 5 326,40 € pour les projets des propriétaires occupants, dossiers « autonomie à la personne » réalisés dans le cadre du Pig de L'agglo Foix-Varilhes, en complément de l'Anah, tel que présentées dans le tableau annexé.

Article 2 : **AUTORISE** le président à notifier la subvention récapitulée dans le document joint.

Article 3 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Article 4 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 22 mai 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

Nom Prénom	Adresse	Type travaux	Montant dépenses subventionnées (travaux + honoraires)	Taux d'intervention CAPFV	Montant subvention CAPFV
Monsieur ALQUIER Pierre	24 Rue du lieutenant Paul Delpech 09000 Foix	Autonomie à la personne	4 525,00 €	15%	678,75 €
Madame ARMAING Loredana	25 Chemin du Terrefort 09120 Rieux-de-Pelleport	Autonomie à la personne	9 067,35 €	10%	906,73 €
Madame CARLESSO Gisèle	5 Résidence Plein sud Rue Pierre Mendes France 09000 Foix	Autonomie à la personne	11 065,83 €	10%	1 106,58 €
Madame MANDROU Yvette	7 Espace Antonin Marrot 09000 Saint-Pierre-de-Rivière	Autonomie à la personne	6 497,71 €	15%	974,66 €
Monsieur AUTHIE René	Grand chemin 09000 Celles	Autonomie à la personne	12 129,00 €	10%	1 212,90 €
Madame PAPY Michèle	5A Chemin du mied des vignes 09340 Verniolle	Autonomie à la personne	2 447,20 €	15%	367,08 €
Madame GALLY Pierrette	14 Avenue René Cassin 09120 Varilhes	Autonomie à la personne	797,00 €	10%	79,70 €
TOTAL					5 326,40 €

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/053

Solidarité / Résidence autonomie à Varilhes – Demande subvention à la Carsat

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant la démarche de rénovation de la résidence autonomie à Varilhes et d'amélioration du cadre de vie des résidents, entreprise depuis 2017 par L'agglomération ;

Considérant qu'il est nécessaire de poursuivre cette démarche en procédant à plusieurs investissements indispensables au bon fonctionnement de la résidence et à l'évolution du projet d'établissement au bénéfice des résidents, à savoir :

- Aménagement d'une buanderie avec acquisition et installation d'un lave-linge et d'un sèche-linge semi professionnel.
- Acquisition d'un système de téléassistance avec interphonie.
- Dépose et installation de faux plafonds.
- Dépose et installation des systèmes d'éclairage dans les espaces communs dans un souci d'économies d'énergie et de développement durable.
- Acquisition et installation d'une porte d'entrée du bâtiment automatisée avec contrôle d'accès et vidéo protection.

Considérant le financement de la Carsat dans le cadre de l'axe 3, spécifique aux résidences autonomie pour l'amélioration du cadre de vie, du confort et de la sécurité des résidents ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : DÉCIDE de procéder aux investissements ci-dessus pour un montant total de 69 640 € et de demander une subvention à la Carsat d'un montant de 49 777 €, selon le plan de financement suivant :

Nature de la dépense	Total HT	Carsat	L'agglomération
Équipement buanderie	6 160 €	3 696 €	2 464 €
Téléassistance	11 041 €	6 624 €	4 417 €
Remplacement faux plafonds	19 955 €	11 973 €	7 982 €
Relamping	12 500 €	7 500 €	5 000 €
Sous total subvention Carsat 60 %		29 793 €	
Installation porte d'entrée automatisée	19 984 €	19 984 €	
Sous total pour subvention Carsat 100%		19 984 €	
TOTAL	69 640 €	49 777 €	19 863 €

Article 2 : DÉCIDE de signer tout document relatif à l'exécution de la présente décision et à prendre toute disposition y concourant.

Article 3 : PRÉCISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 25/05/2023

Reçu en préfecture le 25/05/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230525-2023_DP_053A-DE



Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 25 mai 2023

Pour extrait conforme

Le Président,
Thomas Fromentin

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Thomas Fromentin', written over a horizontal line.



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président**N° 2023/054****Solidarités / Acquisition des parcelles C 8501 et C 8500 à la commune de Foix**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 02 « Solidarités humaines », l'objectif 12 « Améliorer et développer l'offre d'hébergement des personnes âgées », action 31 « Construire une résidence autonomie à Foix » ;

Vu la délibération du conseil municipal de la Commune de Foix du 20 mars 2023 approuvant le déclassement et la cession à L'agglo Foix-Varilhes pour un euro de la partie de la rue Latheulade cadastrée C 8501 d'une superficie de 41 m² et de la partie de la rue Roger cadastrée C8500 d'une superficie de 3 m² ;

Considérant ces emprises foncières sont nécessaires à l'implantation de la future résidence autonomie de L'agglo à Foix ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **APPROUVE** l'acquisition des parcelles C 8501 d'une superficie de 41 m² et C8500 d'une superficie de 3 m² sises à Foix pour un montant d'un euro (1 €) à la Commune de Foix, nécessaires à l'implantation de la future résidence autonomie de L'agglo.

Article 2 : **DÉCIDE** de signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision et à prendre toute disposition y concourant, ainsi que les actes et documents à intervenir ainsi qu'en amont un compromis de vente ou une promesse de vente et toutes pièces utiles et nécessaires.

Article 3 : **PRÉCISE** que cette opération foncière sera traitée par l'étude de Maître Soula, notaire à Foix.

Article 4 : **PRÉCISE** que l'ensemble des frais et taxes, issus de la constitution de l'acte notarié, seront à la charge de L'agglo Foix-Varilhes.

Article 5 : **DIT** que les crédits correspondants sont prévus au budget principal pour 2023.

Article 6 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public du service de gestion comptable de Foix sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix, le 7 juin 2023

Pour extrait conforme
Le président,
Thomas Fromentin



Le présent acte est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif de Toulouse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/055****Travaux / Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage relative à la création d'un giratoire sur la RN 20, barreau de Peysales à Foix**

Vu le code du domaine de l'État ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de la route ;

Vu la deuxième partie du Livre IV du code de la commande publique (articles L2410-1 à L2422-13), relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et notamment son article L.2422-12 relatif au transfert de maîtrise d'ouvrage ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 portant règlement d'occupation du domaine public routier national ;

Vu l'instruction gouvernementale du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national, et l'instruction technique qui la complète ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la décision du président de L'agglo Foix-Varilhes approuvant le projet de convention et précisant que tout acte en découlant pourra être signé sur la base de la présente décision ;

Vu la décision de la direction interdépartementale des routes du Sud-Ouest (ci-après désignée « la DIR Sud-Ouest ») en date du 25 juin 2020 reconnaissant l'opportunité de l'opération de création d'un giratoire sur le barreau de Peysales à Foix ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, qui prévoit, dans son objectif 4 : « requalifier les zones commerciales périphériques », et dans son action 13 « Peysales : aménager un giratoire en entrée de zone dans le cadre le cadre du déplacement d'Intermarché » ;

Considérant le projet de giratoire au barreau de Peysales à Foix ;

Considérant que la convention a pour objet de déterminer les conditions de délégation de la maîtrise d'ouvrage à L'agglo Pays Foix-Varilhes et d'occupation du domaine public routier national non concédé pour réaliser un carrefour giratoire sur le barreau de Peysales (PR 1 + 462 côté droit) reliant la RN 20 à la RD 117 qui desservira une zone commerciale de 32 hectares ;

Considérant qu'après la réception sans réserve des travaux, la section comprise entre le giratoire de la RD117 et le giratoire créé au titre du transfert de maîtrise d'ouvrage par L'agglo Foix-Varilhes, incluant celui-ci, a vocation à être déclassée du domaine public routier national (DPRN) et reclassée dans le réseau de voirie de L'agglo par arrêté préfectoral ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **APPROUVE** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage relative à la création d'un giratoire sur la RN 20, barreau de Peysales à Foix.

Article 2 : **PRÉCISE** que la délégation de maîtrise d'ouvrage relative à cet aménagement s'opère au bénéfice de L'agglo Foix-Varilhes qui prend en charge la réalisation des études et travaux et assure le financement des aménagements conformément à l'article L.2422-12 du code de la commande publique.

Article 3 : **PRÉCISE** que le déclassement s'accompagnera du versement d'une somme financière de 10 000 € HT entendu ferme, non révisable et non soumise à TVA. Le versement de l'intégralité de la soulte sera opéré en une seule fois au moment du reclassement dans le réseau départemental de la collectivité de la section concernée de la RN20 barreau de Peysales, acté par arrêté préfectoral.

Article 4 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public du service de gestion comptable de Foix sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 7 juin 2023,

Pour extrait conforme

Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le Tribunal administratif de Toulouse.



CONVENTION de DÉLÉGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE relative à la création d'un giratoire sur la RN 20, barreau de Peysales

Commune de Foix, Département de l'Ariège

Entre les soussignés :

- **L'État, représenté par M. le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, Préfet du département de la Haute-Garonne d'une part,**
- **La communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes, représentée par M. le président de la communauté d'agglomération d'autre part,**

Vu le Code du domaine de l'État ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le Code de la route ;

Vu la deuxième partie du Livre IV du code de la commande publique (Articles L2410-1 à L2422-13), relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et notamment son article L.2422-12 relatif au transfert de maîtrise d'ouvrage,

Vu l'arrêté préfectoral du 11/04/2007 portant règlement d'occupation du domaine public routier national ;

Vu l'instruction gouvernementale du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national, et l'instruction technique qui la complète ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la décision du président de L'agglo Foix-Varilhes approuvant le projet de convention et précisant que tout acte en découlant pourra être signé sur la base de la présente décision ;

Vu la décision de la direction interdépartementale des routes du Sud-Ouest (ci-après désignée « la DIR Sud-Ouest ») en date du 25/06/2020 reconnaissant l'opportunité de l'opération de création d'un giratoire sur le barreau de Peysales à Foix.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions de délégation de la maîtrise d'ouvrage à la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (ci-après désignée « la collectivité ») et d'occupation du domaine public routier national non concédé pour réaliser un carrefour giratoire sur le barreau de Peysales (PR 1 + 462 côté droit) reliant la RN 20 à la RD 117 qui desservira une zone commerciale de 32 ha.

Elle fixe le programme de l'opération, les conditions de sa réalisation, son financement ainsi que les principes de domanialité et les modalités d'entretien, d'exploitation et de gestion des aménagements.

ARTICLE 2 – DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

La délégation de maîtrise d'ouvrage relative à cet aménagement s'opère au bénéfice de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes qui prend en charge la réalisation des études et travaux et assure le financement des aménagements conformément à l'article L.2422-12 du code de la commande publique.

La collectivité assure, dans les limites précisées par la présente convention, notamment dans le respect du programme défini à l'article 3, l'ensemble des prérogatives de la maîtrise d'ouvrage. Il assure toutes les procédures liées à la remise des aménagements impactant la RN 20 à la DIR Sud-Ouest.

Les études de projet devront faire l'objet d'une validation formelle par les services de l'État dans les conditions définies aux articles 4 et 5. La présente convention vaut autorisation d'occupation temporaire du domaine public routier national non concédé pour la réalisation des travaux, sous réserve de la validation préalable du projet.

La collectivité assurera le rôle de maître d'ouvrage en vue de l'obtention de toutes les autres autorisations de travaux éventuellement requises (avis de l'autorité environnementale éventuelle, autorisation environnementale...).

La maîtrise d'œuvre des études et des travaux sera pilotée par la collectivité qui pourra la confier à différents prestataires.

ARTICLE 3 - PROGRAMME

3.1- Programme de travaux :

Le projet, objet de la présente convention, porte sur les travaux de création d'un giratoire sur le barreau de Peysales en intégrant les mobilités douces depuis le restaurant Mac Donald jusqu'au giratoire de la départementale D117, ils comprennent notamment :

- les dégagements d'emprise et notamment les dévoiements de réseaux et la démolition d'ouvrages existants éventuellement nécessaires aux travaux ;
- la réalisation de travaux de terrassements et de chaussée ;
- la réalisation de dispositifs d'assainissement pluvial de surface et enterrés ;
- la fourniture et pose de bordures ;
- la réalisation du marquage et la pose de signalisation de police définitive ;
- la réalisation de toutes les modifications de la voirie nationale existante (notamment assainissement, signalisation verticale et horizontale et équipements,..) induites par l'aménagement des bretelles et du carrefour giratoire ;
- la création entre les deux giratoires de bandes cyclables et de trottoirs, la suppression des trottoirs en amont du passage piétons côté ouest (vers la RN20) ;

- la mise en place d'un dispositif pour empêcher les piétons de se diriger vers la RN20 (S&LO) urbain type barrières et/ou revêtement de l'accotement en galets
- la définition, mise en œuvre et surveillance de la signalisation et des équipements temporaires pendant la durée des travaux et leur repli en fin de chantier.

Le plan en annexe n°5 décrit schématiquement le projet et ses éléments constitutifs.

La collectivité s'engage à exécuter les travaux conformément à ces principes puis conformément au dossier projet lorsque celui-ci sera constitué. Elle s'engage également à tenir informer la DIR Sud-Ouest de toute modification du programme de travaux en particulier celles susceptibles d'intervenir en cours de travaux.

Toute modification substantielle du programme fonctionnel et technique de l'opération par rapport aux principes décrits ci-dessus nécessitera un nouvel examen de l'opportunité de l'opération. Pour ce faire, la collectivité saisira l'État sur la base d'un nouveau dossier d'opportunité dont le contenu sera conforme aux dispositions de la partie 1.1.2. « Cas des opérations sous maîtrise d'ouvrage tiers » de l'instruction technique. Une nouvelle décision d'opportunité, prise au même niveau que la décision initiale sera nécessaire pour poursuivre le projet.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Signature PUP novembre 2020 et avenant septembre 2021
- Dépôt du PC Août 2022
- Délivrance du PC septembre 2022
- Début des travaux d'Immo mousquetaire avec la démolition : juin 2023
- Début des travaux du rond-point mars 2024 (durée prévisionnelle 4 à 5 mois)

3.2- Normes et référentiels requis :

L'ensemble des normes en vigueur et les référentiels techniques relatifs au réseau routier national devront être respectés. À ce titre, l'aménagement sera notamment conforme à :

a) Guides techniques :

- « Aménagement des carrefours interurbains sur les routes principales » (SETRA décembre 1998) ;
- Aménagement des Routes Principales – ARP (Cerema 2022) ;
- « Voies structurantes d'agglomération » - VSA (Cerema 2014) ;
- « Recommandations pour les aménagements cyclables » (CERTU 2008)

b) Réglementation nationale :

- La Réglementation Nationale sur les Équipements de la Route (RNER) ;
- L'arrêté du 24/11/1967 modifié et l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR) qui le complète ;

ARTICLE 4 – NATURE DES ETUDES ET TRAVAUX

Les prestations réalisées par la collectivité seront conformes aux phases définies dans l'instruction gouvernementale du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national, et comprendront notamment :

- 1. Les études de projet (études de conception)** telles que définies dans l'instruction technique dans sa version modifiée du 9 décembre 2021 complétant l'instruction gouvernementale du 29 avril 2014 précitée et dont le contenu adapté au vu de la nature de l'opération est précisé à l'annexe 1 de la présente convention.

Le projet fera l'objet, au-delà des contrôles intérieurs du maître d'œuvre, d'un contrôle extérieur établi sous la responsabilité de la collectivité puis, comme indiqué à l'annexe 2,

sous la responsabilité de l'État, d'un audit de sécurité routière

La phase de conception décrite ci-dessus fait l'objet d'un impérativement la consultation de l'exploitant DIRSO avec observations et une validation formelle par l'autorité locale décisionnaire (le directeur interdépartemental des Routes Sud-Ouest par délégation du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers).

Au cours de cette phase, la collectivité mène les procédures en vue de l'obtention de toutes les autorisations éventuellement requises : avis de l'autorité environnementale suite à l'examen au cas par cas, étude d'impact et enquête publique, autorisation environnementale...

2. La réalisation des travaux

Les travaux pourront démarrer après obtention des autorisations de travaux réglementaires et la validation formelle par courrier de l'autorité décisionnaire locale.

Cette phase comprend :

- l'élaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE) et le choix des entreprises chargées de la réalisation des travaux concernés ;
- l'établissement du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC), élaboré en concertation avec l'exploitant DIR Sud-Ouest et conforme aux dispositions jointes en annexe 3 ;
- La réalisation d'un état des lieux contradictoire par les services de la collectivité et de la DIR Sud-Ouest ;
- l'établissement du plan de contrôles soumis à l'avis de la DIR Sud-Ouest et sa mise en œuvre ;
- les études d'exécution et la réalisation des travaux, y compris les contrôles intérieurs et extérieurs ;
- la réception de l'ensemble des travaux, acte par lequel la DIR Sud-Ouest déclarera accepter l'ouvrage avec ou sans réserves (art. 1792-6 al. 1 du Code civil). Cette phase sera réalisée sous la responsabilité de la collectivité.

La collectivité assurera, sous le contrôle et avec l'accord de la DIR Sud-Ouest, la mise en place et la maintenance de la signalisation du chantier qui devra être conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (IISR) et aux prescriptions du DESC approuvé.

La collectivité sollicitera, auprès de chacun des gestionnaires de voies concerné, un arrêté temporaire de circulation si des restrictions de circulation doivent être mises en place pour permettre la réalisation des travaux.

Par ailleurs, la collectivité devra s'assurer de la présence des réseaux sous la chaussée avant le début des travaux, et sera responsable de la mise en œuvre des procédures imposées au maître d'ouvrage par la réglementation relative à la sécurité des réseaux. Elle fera son affaire des modalités de déplacement de ceux-ci auprès des concessionnaires ainsi que des éventuelles indemnités que ces derniers demanderaient.

Contrôle du chantier

Sur l'ensemble du chantier, la collectivité devra respecter les normes et les règles applicables à la réalisation de travaux routiers sur le réseau routier national, et notamment celles relatives à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).

La collectivité désignera un représentant qui devra être joignable en permanence, notamment par téléphone, durant le chantier. Pendant toute la durée des travaux, les représentants de la DIR Sud-Ouest pourront accéder en permanence à toutes les parties du chantier et auront accès aux documents relatifs à l'opération. Ils pourront assister, en tant que de besoin, aux réunions de chantier. Une copie des comptes-rendus de ces réunions sera systématiquement adressée à la DIR Sud-Ouest.

La collectivité devra informer l'État, par l'intermédiaire de la DIR Sud-Ouest, de toute décision relative à l'opération impactant le réseau routier national.

La DIR Sud-Ouest pourra présenter toutes les observations mais ce, uniquement auprès du représentant de la collectivité

La DIR Sud-Ouest se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer à tout moment les contrôles techniques et/ou administratifs qu'elle estime nécessaire. Elle aura le droit d'interrompre le chantier en cas de non-conformité aux dispositions prévues dans la présente convention ou prévues dans le DESC ou de danger pour les usagers.

3. La mise en service

Cette phase comprend :

- la production du dossier d'inspection préalable à la mise en service (IPMS) dont la composition est indiquée à l'annexe 2 de la présente convention accompagné des contrôles de conformité notamment pour la signalisation et les équipements ;
- la production d'un mémoire en réponse aux observations de l'Inspecteur Général de la MARRN et aux observations de l'exploitant ;
- la réunion préalable à la mise en service ;
- la réalisation des éventuels travaux de mise en conformité et complémentaires résultant de la procédure d'IPMS ;
- après réalisation de ces éventuels travaux correctifs, la demande de mise en service auprès du directeur interdépartemental des Routes Sud-Ouest

La procédure à suivre pour la mise en service figure en annexe 4.

Cette phase se conclut par une décision de mise en service prise par le Directeur Interdépartemental des Routes et par la prise d'un arrêté préfectoral réglementant la police de circulation.

4. La remise à l'exploitant

Cette phase comprend :

- La production du dossier de remise d'ouvrage ;
- L'établissement puis la signature du procès-verbal de remise de l'ouvrage à l'exploitant ;

Le contenu du dossier de remise d'ouvrage est précisé en annexe 4. Cette phase intervient concomitamment à la mise en service et se conclut par le dépôt du dossier de remise d'ouvrage validé par la DIR Sud-Ouest et la signature du procès-verbal de remise d'ouvrage par le directeur interdépartemental des Routes et par M. le représentant de la collectivité.

5. L'évaluation de l'opération

Cette phase comprend :

- l'établissement par l'exploitant DIR Sud-Ouest d'un bilan de sécurité au terme d'une période d'observation renforcée d'une durée de six mois à compter de la mise en service du carrefour giratoire ;
- la réalisation d'un audit de sécurité routière de début d'exploitation (audit DEX) organisé par la MARRN ;
- la production par la collectivité d'un mémoire en réponse aux observations des auditeurs et du bilan de sécurité qui sera transmis à la DIT avec copie à l'IGR de la MARRN et à l'exploitant ;
- La réalisation par la collectivité et à ses frais, des travaux correctifs éventuels en cas de dysfonctionnements de l'aménagement ;
- la réalisation d'un bilan de sécurité trois ans après la mise en service par la DIR Sud-Ouest et la production d'un mémoire en réponse de la collectivité éventuellement suivie de mesures correctives à la charge de la collectivité.

ARTICLE 5 – INSTRUCTION ET SUIVI DE L'OPERATION

Pour ce qui concerne la voirie nationale, l'instruction du projet sera assurée au niveau local, par le

préfet coordonnateur des itinéraires routiers en tant qu'autorité décisionnaire sur les services de la Direction interdépartementale des Routes Sud-Ouest (DIR Sud-Ouest).

Le suivi du bon déroulement de l'opération sera assuré par des élus représentant de la collectivité, le maître d'œuvre désigné et le directeur interdépartemental des Routes Sud-Ouest ou son représentant, à minima lors des points d'arrêt définis à l'article 4 de la convention et feront l'objet d'un compte-rendu de l'avancement des opérations établi par la collectivité.

Au cours de ces points d'arrêt, les aspects suivants seront selon nécessité, abordés en concertation avec l'exploitant DIRSO, l'organisme en charge du contrôle extérieur et l'ingénieur général de la TEDET :

- les caractéristiques géométriques,
- les aspects de techniques routières (terrassements, chaussée, assainissement) ;
- l'environnement et les procédures réglementaires avant travaux avec l'objectif de caler l'ensemble des dispositions en faveur de l'environnement (assainissement, mesures compensatoires,...) ;
- les équipements (dispositifs de retenue, signalisation verticale et horizontale, clôtures, éclairage, ...) et l'ensemble des dispositifs d'exploitation ;
- les avis formulés par l'exploitant aux différentes phases d'élaboration du projet ;
- les audits de sécurité en phase conception et préalable à la mise en service avec l'objectif de procéder à des contrôles qualité portant d'une part sur la sécurité routière et d'autre part sur la conformité de l'ouvrage réalisé par rapport au projet validé et aux engagements en matière de protection de l'environnement ;
- l'exploitation sous chantier ;
- la délimitation des emprises et du domaine public routier national et les conditions de gestion ultérieure des ouvrages réalisés.

L'État devra rendre un avis sur chaque point d'arrêt deux mois après avoir été saisi, dès lors que le dossier remis par le maître d'ouvrage comporte toutes les pièces définies en annexe.

ARTICLE 6 – PRINCIPES DE DOMANIALITE, ASPECTS FONCIERS

Principes de domanialité :

A l'issue de la réception sans réserve des travaux, après l'IPMS, et après accord de la DIR Sud-Ouest sur la conformité des ouvrages, la section comprise entre le giratoire de la RD117 et le giratoire créé au titre du transfert de maîtrise d'ouvrage par la collectivité, incluant celui-ci, a vocation à être déclassée du domaine public routier national (DPRN) et reclassée dans le réseau de voirie de la collectivité par arrêté préfectoral. Le transfert de domanialité et donc la responsabilité de l'exploitation, de l'entretien et de la gestion de la section de route concernée seront effectifs dès la signature de l'arrêté préfectoral portant déclassement de la route nationale considérée et son reclassement dans la voirie de la collectivité.

Seule, la section du barreau de Peysales comprise entre l'échangeur dénivelé de la RN20 (échangeur n°11) et le nouveau giratoire, exclu, restera dans le réseau routier national, avec un statut de route express.

Dès les premières études, la collectivité se rapprochera des services de la DIR Sud-Ouest pour définir les principes de délimitation du domaine public routier national (DPRN). Le plan de délimitation devra être arrêté définitivement en concertation avec les services de la DIR Sud-Ouest avant le commencement des travaux et en tout état de cause avant la mise en service.

Un arrêté préfectoral de délimitation du domaine public sera établi en conséquence et publié au recueil des actes administratifs.

Aspects fonciers :

Les éventuels terrains situés hors DPRN actuel, nécessaires à la réalisation de l'aménagement seront acquis par le maître d'ouvrage délégué qui mènera et financera les procédures foncières requises.

Si l'aménagement projeté nécessite l'acquisition de parcelles privées ayant vocation à intégrer par la suite le domaine public routier national, cette acquisition sera effectuée et financée par la collectivité pour le compte de l'État.

Après réalisation des ouvrages, la collectivité cédera gratuitement à l'État les emprises devant intégrer le domaine public routier national. Les terrains qui feront l'objet de cette cession sont ceux qui auront été définis comme intégrant le domaine public routier national sur le plan parcellaire inclus dans le procès-verbal de réception prévu à l'article 4.4 de la présente convention. La collectivité engagera à ses frais auprès de France Domaine l'ensemble des régularisations domaniales nécessaires.

La DIR Sud-Ouest s'engage, pour la durée de l'aménagement projeté, à autoriser la collectivité à occuper temporairement et gratuitement le domaine public routier national et les parcelles du domaine privé de l'État et/ou jouxtant le domaine public routier national.

L'Etat cédera gratuitement à la collectivité les terrains d'emprise lui appartenant de la partie du barreau qui sera déclassée.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION

Durant toute la période du chantier, l'entretien et l'exploitation des voiries comprises dans l'emprise des travaux incombent exclusivement à la collectivité.

La collectivité assurera en sus des équipements à l'intérieur du domaine communal la surveillance, la gestion, l'exploitation et l'entretien des équipements suivants :

- les chaussées ;
- la signalisation directionnelle et de police et le marquage de chaussée de la voirie ;
- les fossés et ouvrages (regards et canalisations) assurant l'assainissement de la plate-forme de la chaussée ;
- les trottoirs créés de part et d'autre de la route nationale ;
- les aménagements paysagers et le mobilier urbain ;
- la piste cyclable.

Après la remise des ouvrages à la DIR Sud-Ouest, l'entretien et l'exploitation des ouvrages appartenant au domaine public routier national seront confiés à la DIR Sud-Ouest.

ARTICLE 8– AUDITS DE SÉCURITÉ ET INSPECTION PRÉALABLE A LA MISE EN SERVICE

Conformément à l'instruction gouvernementale du 29 avril 2014 précitée, l'État réalisera les audits de sécurité routière relatif aux aménagements proposés, applicable à toutes infrastructures neuves ou tout projet modifiant substantiellement le réseau routier national : audit de sécurité en phase conception, audit au stade préalable à la mise en service et audit au stade de début d'exploitation.

Ces audits seront organisés par l'Inspecteur Général spécialisé Routes du pôle Sud-Ouest du département de la Transition écologique, de la doctrine et de l'expertise technique (TEDET) de la direction des Mobilités routières sur demande de la DIR Sud-Ouest. Des précisions utiles sur l'organisation de ces audits et le contenu des dossiers à produire sont fournies en annexe 2 de la présente convention.

Les rapports d'audits de sécurité devront faire l'objet d'une analyse et d'un mémoire en réponse de la part de la collectivité, indiquant les décisions consécutives aux observations et les suites données. Ces mémoires sont transmis à la DIR Sud-Ouest qui tiendra informées la TEDET. La collectivité réalisera et prendra en charge les mesures correctives qu'elle souhaite apporter au projet suite aux rapports d'audits.

ARTICLE 9 – CONDITIONS FINANCIÈRES

Le coût global de l'opération, incluant les coûts d'études, de conduite des procédures, d'acquisitions foncières éventuelles et de travaux est estimé à 609 000 € H.T., valeur novembre 2019.

Le financement de cette opération est assuré par la collectivité, pour ce qui concerne l'ensemble des dépenses liées aux études, aux contrôles, aux acquisitions foncières, aux travaux de ce projet ainsi qu'aux mesures environnementales. Aucune participation financière de l'État au titre du budget du réseau routier national ne pourra être sollicité.

L'article L1615-2 du Code général des collectivités territoriales permet à la collectivité de bénéficier des attributions du fonds de compensation de la TVA pour des dépenses relatives aux travaux qu'elle fait exécuter comme maître d'ouvrage sur le domaine public routier national.

Le déclassement s'accompagnera du versement d'une soulte financière de 10 000 € HT entendu ferme, non révisable et n'est pas soumise à TVA. Le versement de l'intégralité de la soulte sera opéré en une seule fois au moment du reclassement dans le réseau départemental de la collectivité de la section concernée de la RN20 barreau de Peysales, acté par arrêté préfectoral.

Dès lors que la convention aura été signée par les parties, la collectivité s'engage à ne pas demander à l'État une quelconque autre indemnité liée au transfert du tronçon concerné de cette infrastructure routière ou à son aménagement.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ ET GARANTIES

En qualité de maître d'ouvrage des travaux, la collectivité reste responsable vis-à-vis des tiers (riverains et usagers) des accidents liés à la présence des travaux ou à la signalisation en phase travaux, ainsi des dommages occasionnels de travaux publics qui auront pour origine les travaux réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage ou des prestations réalisées ou ordonnées par elle au titre de la surveillance, la gestion, l'exploitation ou l'entretien prévues à l'article 7 de la convention.

La collectivité assurera la représentation de l'État dans les cas suivants :

- pré-contentieux avec les intervenants dans l'opération (entrepreneurs, maîtres d'œuvre, prestataires, ...)
- pré-contentieux et contentieux avec les tiers du fait de l'opération ;
- d'une manière générale toute contestation contre les actes et procédures nécessaires à la bonne réalisation de l'opération ;

Sont concernés tous les pré-contentieux et contentieux pouvant naître avant la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

La DIR Sud-Ouest disposera de l'action récursoire à l'encontre de la collectivité si sa responsabilité devait être mise en cause pour les dommages de travaux publics liés à l'exécution des travaux ainsi que pour les désordres susceptibles d'intervenir à l'issue de la remise des ouvrages à la DIR Sud-Ouest.

Par ailleurs, la collectivité s'engage à ne pas appeler en garantie la DIR Sud-Ouest, à ne pas engager d'action récursoire à son encontre dans le cadre de toute action en responsabilité qu'elle aurait à subir du fait de la présence de l'exploitation ou de l'entretien de la voirie nationale.

La collectivité garantit la DIR Sud-Ouest pour tout dommage ou défaut d'entretien lié aux ouvrages créés dans le cadre de cette opération.

Les droits des tiers demeurent réservés.

En tant que maître d'ouvrage, la collectivité assurera l'exercice de la garantie de parfait achèvement et celui de la garantie décennale. Dans le délai de ces garanties, elle prendra en charge les travaux de reprise de malfaçon, sur simple demande écrite de la DIR Sud-Ouest en cas de constatation de désordre. Elle s'engage également à mettre en œuvre sans

délai les garanties supplémentaires qu'elle aurait éventuellement contractées.

Le bénéfice de la garantie décennale est quant à lui transféré à la DIR Sud-Ouest au moment de la remise des ouvrages.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties. Elle sera caduque si les travaux d'aménagement n'ont pas été réalisés dans un délai de 5 ans.

La délégation de maîtrise d'ouvrage confiée par la présente convention à la collectivité prendra fin avec la délivrance d'un quitus par la DIR Sud-Ouest. Ce quitus est délivré à la demande de la collectivité après exécution complète de ses missions et pourra être délivré après validation par la DIR Sud-Ouest du mémoire en réponse de la collectivité au bilan de sécurité à trois ans. Le quitus est réputé acquis s'il n'a pas été refusé par décision motivée dans le délai de deux mois après la demande de la collectivité. Si, à la date du quitus, il subsiste des litiges entre la collectivité et certains de ses contractants au titre de l'opération, la mission de maîtrise d'ouvrage de la collectivité se poursuivra jusqu'au règlement de tous les litiges contractuels pendants.

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant signé par les personnes dûment habilitées à cet effet par chacune des parties. L'avenant doit être approuvé et signé par les deux parties avant d'être mis en œuvre. Il est établi en deux exemplaires originaux à l'instar de la présente convention.

L'État se réserve le droit de résilier la présente convention si la collectivité est défaillante. Dans ce cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après mise en demeure restée infructueuse. La résiliation se fait par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis d'un mois. Il est procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par la collectivité et des travaux réalisés.

Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que la collectivité doit prendre afin d'assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés, voire leur déconstruction. Il indique enfin le délai dans lequel la collectivité doit remettre l'ensemble des dossiers à l'État.

Le tribunal administratif de TOULOUSE est compétent pour régler les litiges résultant de l'application de la présente convention.

ARTICLE 12 – ENREGISTREMENT, MESURES D'ORDRE

Envoyé en préfecture le 08/06/2023

Reçu en préfecture le 08/06/2023

Publié le

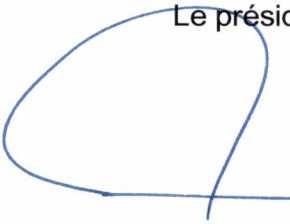

ID : 009-200067791-20230607-2023_DP_055-DE



La présente convention comprend 10 pages et 5 annexes :

- Annexe 1 : Contenu du dossier de projet
- Annexe 2 : Procédure relative à la gestion de la sécurité routière de l'infrastructure
- Annexe 3 : Recommandations pour l'établissement du DESC et contenu du dossier
- Annexe 4 : Processus de mise en service et de remise d'ouvrage
- Annexe 5 : Plan du giratoire -barreau de Peysales (APS)

Elle est établie en 2 exemplaires originaux.

<p style="text-align: center;">Pour l'État, Le préfet coordonnateur des itinéraires routiers,</p>	<p style="text-align: center;">Pour la collectivité Le président</p> <p style="text-align: center;"></p> <p style="text-align: right;"></p>
--	---

ANNEXE 1 : contenu des études de projet

A- Contenu type du dossier de projet

1 - Rapport de présentation

Le rapport de présentation abordera les points suivants :

- le rappel des objectifs et fonctions du projet, son historique et date-clés (notamment rappel des études et approbations antérieures) ;
- la description des principales contraintes, de l'accidentologie, des trafics (VL, PL,...), des effets attendus dans les limites du projet et sur les autres infrastructures impactées, les incidences sur le réseau en amont et en aval du projet (conditions d'accès, modification des possibilités de franchissement des chaussées...)
- l'indication des référentiels normatifs utilisés
- les évolutions du projet par rapport aux études antérieures approuvées
- la description de la géométrie des variantes étudiées et du projet pressenti
- l'analyse multicritère justifiant le choix de la solution pressentie
- le recensement et la justification des écarts aux règles de l'art et aux référentiels adoptés
- la vérification formelle du respect des règles de visibilité
- Les précisions utiles sur la couche de forme et les structures de chaussées envisagées
- les précisions utiles concernant la signalisation et les équipements
- le mode d'exploitation sous chantier envisagé
- l'indication du statut et de la domanialité des voies, les éventuelles restrictions d'accès
- toute précision utile sur l'exploitation future
- l'estimation financière et le financement
- l'échéancier prévisionnel et conditions de réalisation

2 - Volet technique

- Étude géométrique comprenant une notice explicative explicitant les référentiels normatifs, décrivant les caractéristiques détaillées du projet avec la liste des écarts aux référentiels et aux règles de l'art et leurs justifications et la vérification du respect des visibilités réglementaires assortie d'un dossier de plans :
 - Synoptique des variantes au 1/1000ème
 - Vue en plan du projet pressenti au 1/500ème ou 1/200ème
 - Profils en long au 1/500ème et 1/50ème
 - Profils en travers types
 - Cahier de profils en travers particuliers
 - Plans illustrant les distances de visibilité
 - Des épures de giration démontrant le bon fonctionnement à l'aide d'une silhouette de type PL semi-remorque ou autocar circulant à 5 km/h
 - Un plan de dégagement de visibilité : carrefours, accès
- Une notice sur l'assainissement présentant le réseau projeté, les exutoires les modalités envisagées pour la protection de la ressource en eau, les incidences sur les dispositifs d'assainissement existants (section courante, bassin) avec la justification des dimensionnements. La notice sera assortie d'un dossier de plan avec une vue en plan du réseau d'assainissement au 1/500ème (avec l'indication des fils d'eau et des pentes) et un carnet de plans détaillant les caractéristiques des divers dispositifs d'assainissement (regards, avaloirs, descentes d'eau, cunette,)
- Signalisation et équipements de la route : une notice explicative décrivant les dispositions envisagées et les modifications de la signalisation et des équipements de la voirie nationale induite par le projet. Cette notice est accompagnée d'un dossier de plans complet explicitant la signalisation verticale et horizontale et des dispositifs de retenue. La notice contiendra également les éléments de justification de la nécessité des dispositifs de retenue avec une description des caractéristiques performantielles de chaque dispositif (niveau de retenue, largeur de fonctionnement et indice de sévérité au choc).
- Études géologiques et géotechniques éventuelles
- Une notice sur les terrassements, chaussées avec la justification du dimensionnement de la

couche de forme et des structures de chaussée retenues

- Tout plan utile (dévoisement de réseaux, clôtures, détail des au
- Un projet de dossier d'Exploitation sous chantier présentant modes d'exploitation pour chaque phase avec les plans de signalisation temporaire par phases (voir constitution du DESC dans l'annexe 3)
- Plan du projet de délimitation du DPRN
- Estimation détaillée et plan de financement
- Échéancier
- Un sous-dossier contenant les contrôles intérieurs du maître d'œuvre et les résultats des contrôles extérieurs du maître d'ouvrage avec les suites données

3- Volet procédures administratives et réglementaires

- L'avis de l'autorité environnementale compétente suite à l'examen « cas par cas » si requis
- Le cas échéant l'arrêté d'autorisation environnementale
- Les arrêtés éventuels de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées (dits arrêtés CNPN)
- Le récépissé de déclaration voire l'arrête d'autorisation éventuel au titre de la Loi sur l'eau

ANNEXE 2 : Procédures de gestion de la sécurité de l'infrastructure routière

Référence : Instruction technique annexée à l'instruction gouvernementale relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national (version du 9 décembre 2021) - §2.8 Procédures de gestion de la sécurité des infrastructures routières.

Remarque générale : l'organisation des audits de sécurité routière aux phases « conception », « préalable à la mise en service » et « début d'exploitation », ainsi que la formation et la désignation des auditeurs, le contenu du dossier à auditer et la suite que le maître d'ouvrage doit donner au rapport des auditeurs sont décrits dans le guide des audits de sécurité routière publié par le SETRA en août 2012.

Les audits de sécurité routière en phase de conception détaillée

La phase de conception détaillée est celle qui se termine par l'approbation du dossier de projet. Ainsi, c'est le dossier de projet, dans sa version finalisée modifiée des observations prises en compte des contrôles, qui est soumis à l'audit de conception détaillée.

Le but de l'audit en phase étude n'est pas de réaliser un nouveau contrôle technique sur le dossier. L'ensemble constitué par les contrôles intérieurs et extérieurs est normalement suffisant pour permettre de produire un dossier de qualité. L'audit études doit par contre permettre d'apporter une information au maître d'ouvrage sur le fait que les dispositions visant à assurer la sécurité des usagers de la route ont bien été prises en compte d'une manière continue depuis la commande initiale au niveau central jusqu'à la production du dossier final de la phase concernée. Il se borne ensuite à vérifier, dans les réponses du maître d'ouvrage aux observations des contrôles et par un nombre volontairement réduit de sondages, si certaines dispositions du projet pouvant influencer sur la sécurité routière ont été traitées d'une manière suffisante et sont conformes aux instructions techniques servant de référentiel.

Organisation de l'audit

Lorsque le maître d'ouvrage délégué dispose du dossier de projet terminé et sur le point d'être signé, il saisit la DIR Sud-Ouest qui demande à l'Inspecteur Général Routes (IGR) du pôle de la TEDET géographiquement compétent de désigner une équipe ayant pour mission de réaliser l'audit de conception (ou de conception détaillée) du dossier présenté. Si certains auditeurs désignés appartiennent à un service (CEREMA) qui facture l'intervention de ses agents, c'est le maître d'ouvrage délégué qui prendra en charge le règlement de cette dépense.

Le contenu des dossiers à remettre aux auditeurs par le maître d'ouvrage délégué, pour qu'ils puissent mener à bien leur mission, est précisé dans le guide des audits de sécurité routière. Ce dossier peut être valablement communiqué à l'IGR afin qu'il vérifie, dans un premier temps, la complétude de celui-ci avant qu'il soit soumis à l'examen des auditeurs.

Les dossiers comprennent :

Pour l'audit de conception détaillée :

- la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage ;
- le Plan Qualité d'Opération (PQO) ;
- le dossier des contrôles de la phase de conception avec les réponses du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage ;
- le dossier de projet.

L'équipe d'audit remet son rapport à la DIR dans les délais fixés par sa lettre de mission avec copie à l'IGR. La DIR le transmet sans délai au maître d'ouvrage délégué.

Suite donnée au rapport

Le rapport d'audit ainsi que la réponse apportée par le maître d'ouvrage au dossier de conception qui doit être approuvé. Ils font ensuite partie du dossier approuvé. Ce dossier **doit être mis à jour** des suites que le maître d'ouvrage a donné aux observations de l'auditeur. Si le maître d'ouvrage décide de ne pas donner de suite favorable à une ou plusieurs observations des auditeurs, il est tenu de le justifier dans sa réponse au rapport d'audit.

L'inspection préalable à la mise en service

Dispositions générales

Avant la mise en service, il doit être procédé à une inspection préalable (IPMS) conduite par l'Ingénieur Général Route (IGR). L'IPMS est un contrôle qui porte d'une part sur la sécurité routière et d'autre part, sur la conformité des réalisations avec le projet approuvé.

L'audit de sécurité routière préalable à la mise en service

Pour mener à bien l'inspection préalable à la mise en service, l'IGR s'appuie sur un audit de sécurité routière. Celui-ci est réalisé par une équipe dont l'un au moins des membres détient une certification d'auditeur préalable à la mise en service en cours de validité.

L'audit préalable à la mise en service est un examen de l'ouvrage routier terminé et sur le point d'être mise en service, du point de vue de l'utilisateur, qu'il soit PL, VL ou usager vulnérable au regard de la sécurité routière. Il est réalisé par des agents formés et détenteur d'un certificat d'aptitude, qui n'ont pas participé à la conception et à la réalisation du projet (œil neuf) mais qui possèdent par ailleurs une expérience professionnelle dans le domaine du tracé routier, des équipements de la route et de l'accidentologie.

L'audit de sécurité ne supprime pas la nécessité, pour le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage délégué d'organiser, sous leur responsabilité propre, leurs contrôles de qualité interne et externe.

Organisation de l'audit

C'est le maître d'ouvrage délégué qui initie la démarche en demandant à la DIR de solliciter l'IGR pour l'organisation de la visite d'inspection préalable à la mise en service. Cette demande est faite environ deux mois avant la date prévue pour la mise en service, sur la base d'un dossier dit « d'Inspection Préalable à la Mise en Service ».

Les éléments principaux que doit contenir le dossier d'IPMS sont précisés dans le guide des audits :

- une notice explicative sur l'opération rappelant l'historique et les dates clés (convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, DUP, décisions antérieures, autorisations...), définissant précisément le périmètre fixé à l'IPMS, rappelant les contraintes et l'accidentologie, décrivant la géométrie des aménagements réalisés avec un rappel des référentiels normatifs utilisés et avec la liste des écarts aux règles de l'art approuvés au niveau du projet et leur dispositif de suivi, indiquant les réalisations ou finitions différées avec les mesures prises pour maîtriser leur impact sur la sécurité des usagers et la protection de l'environnement et précisant le statut et la domanialité des voies, les éventuelles restrictions d'accès, les remises aux collectivités effectués et envisagés
- un sous-dossier conformité au projet comprenant une liste numérotée des modifications apportées au projet par rapport au dossier de projet approuvé, un descriptif-justificatif et un plan de localisation de ces modifications,
- le rapport d'audit de conception et la réponse du maître d'ouvrage,
- les plans de l'ouvrage **réalisé** (tracé, profils en longs, profils en travers types et particuliers, plans des distances de visibilité, signalisation verticale de police et de direction, signalisation horizontale, dispositifs d'assainissement: collecteurs et bassins, ouvrages hydrauliques, tout plan de détail utile) ; **ces plans doivent notamment intégrer les modifications intervenues suite à l'audit de conception,**
- la liste des contrôles et les résultats obtenus dans le domaine des chaussées (en particulier les conclusions des contrôles d'adhérence sur la couche de roulement) et des équipements de la route.

Nota : Pour permettre une préparation valable de la visite sur place, les informations techniques contenues dans le dossier doivent correspondre à l'aménagement effectivement réalisé sur le terrain.

L'IGR désigne une équipe d'audit dans les conditions décrites dans le guide des audits du SETRA

d'août 2012. L'audit ne peut être valablement réalisé que **lorsque l'ensemble des équipements de la route est mis en place**. L'équipe d'audit remet son rapport à l'IGR. Celui-ci peut lui demander d'en adresser une copie au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à

Organisation de l'IPMS

Au vu de l'audit, l'IGR décide de réaliser lui-même l'inspection ou de la déléguer à un autre agent du ministère. Cette personne doit être un tiers extérieur au maître d'œuvre. Dans ce cas, elle rédige le rapport d'IPMS et l'adresse au maître d'ouvrage délégué et à l'exploitant, avec copie à l'IGR. L'IGR, ou son délégué, organise une visite sur le terrain en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'équipe d'audit et de toute autre personne dont il jugera la présence utile, comme des experts du CEREMA, des représentants des collectivités locales concernées, des services de secours ou de la gendarmerie. Le rapport d'IPMS établi à la suite de la visite comprend le rapport d'audit, le compte-rendu de la visite sur le terrain, un avis sur la conformité de l'aménagement au projet approuvé, des recommandations et enfin des conclusions. Les recommandations portent d'une part sur la mise en conformité de l'ouvrage et de ses équipements avec les règles de l'art, spécialement orientée vers la sécurité routière, et d'autre part sur la surveillance à mettre en place après la mise en service. Dans ces conclusions, l'IGR donne un avis favorable à la mise en circulation (avec éventuellement des délais pour la mise en œuvre des recommandations) ou un avis défavorable. Observation : en cas de mise en service progressive, il est recommandé de réaliser l'audit et l'IPMS préalablement à chaque ouverture à la circulation, dès lors que la partie d'aménagement concernée doit fonctionner dans sa configuration quasi-définitive. Dans ce cas ces IPMS partielles ne portent que sur le volet sécurité routière et c'est la dernière IPMS qui examine la conformité de la réalisation au projet approuvé.

Suite donnée à l'IPMS

Le rapport d'inspection préalable à la mise en service est transmis par l'IGR à la DIR qui le transmet au maître d'ouvrage délégué. Lorsque les recommandations mettent en cause, pour une raison ou pour une autre, les normes ou règles techniques en vigueur, l'IGR transmet une copie du rapport aux services concernés de la maîtrise d'ouvrage centrale et à la Direction Technique du CEREMA. Le maître d'ouvrage délégué et l'exploitant décident, au vu du rapport d'inspection, des mesures correctives qu'ils apportent au projet et des points qui devront éventuellement faire l'objet d'observations particulières. Le maître d'ouvrage délégué est tenu de produire une réponse au rapport de l'IGR, avec copie à l'exploitant, dans laquelle il indique les suites qu'il donne aux observations figurant dans le rapport, et justifie, s'il y a lieu, les cas où il ne prend pas en compte la recommandation. Sa réponse est annexée au rapport d'IPMS. Les travaux correctifs éventuels sont à la charge du maître d'ouvrage délégué. Au vu du rapport d'IPMS complété par cette réponse, l'exploitant prend la décision de mise en service.

L'audit de sécurité du début d'exploitation

Le bilan des observations à six mois

Dès la mise en service, et pendant une période de six mois, une surveillance est mise en place par l'exploitant DIR Sud-Ouest, dont le but est de faire ressortir les points suivants :

- les comportements anormaux des usagers (vitesse, compréhension de la signalisation, manœuvres inadaptées, cheminements piétons non prévus...);
- les signes précurseurs d'une accidentologie corporelle potentielle (exemple : verre brisé, traces de freinage, accidents matériels...);
- les circonstances et l'analyse des accidents corporels susceptibles d'être intervenus.

Cette surveillance se réfère notamment aux recommandations établies par l'IGR dans le rapport d'IPMS et à la réponse du maître d'ouvrage délégué et de l'exploitant au rapport d'IPMS. Elle a comme finalité de prendre des mesures correctives immédiates. A l'issue de cette première période de six mois, les points relevés sont consignés dans un bilan. Ce bilan indique aussi les suites données aux observations du rapport d'IPMS. Ce bilan, nommé « Bilan des observations à six mois », est réalisé par la DIR. À l'appui de celui-ci, la DIR demandera à l'IGR de faire procéder à l'audit de sécurité routière de début de l'exploitation.

Organisation de l'audit

C'est la DIR qui a la responsabilité d'initier la démarche d'audit en demandant à l'IGR, normalement

entre 6 et 10 mois après la mise en service, d'organiser l'audit du début de son bilan des observations à 6 mois. L'IGR désigne une équipe décrites dans le guide des audits du SETRA d'août 2012. Il notifie la désignation aux auditeurs. Cette lettre permet aux auditeurs de justifier leur légitimité auprès des divers interlocuteurs (gestionnaires, gendarmerie, riverains...)

Le dossier remis aux auditeurs comprend :

- le dossier qui a été remis aux auditeurs au stade de l'audit préalable à la mise en service ;
- le rapport d'inspection préalable à la mise en service, la réponse du maître d'ouvrage et le point de la mise en œuvre des suites données aux observations du rapport d'IPMS ;
- le bilan des observations à 6 mois.

Le rapport d'audit du début de l'exploitation est remis à la DIR qui le transmet pour suite à donner au maître d'ouvrage délégué.

Suite donnée au rapport

Le maître d'ouvrage délégué est tenu de produire une réponse aux observations des auditeurs sous forme d'un rapport dans lequel il explique les dispositions qu'il propose au maître d'ouvrage mandant de prendre et justifie plus particulièrement les cas où il ne donne pas suite à certaines observations. Le rapport des auditeurs, accompagné du rapport en réponse validé par le maître d'ouvrage mandant, doit être adressé par le maître d'ouvrage mandant à la DIT . Une copie du rapport en réponse est adressée à l'IGR.

Les travaux correctifs éventuels sont à la charge du maître d'ouvrage délégué.

ANNEXE 3 : Recommandations pour l'établissement d'un dossier d'exploitation sous chantier et contenu du dossier

Référence : Note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national (RRN) et ses annexes.

A- Généralités

L'objectif d'un dossier d'exploitation sous chantier (DESC) est de présenter les modalités d'exploitation retenues afin de minimiser la gêne à l'utilisateur et d'assurer la sécurité des personnels.

Les principaux points à développer dans un DESC sont l'objet et la nature des travaux, la description des phases du chantier, le planning prévisionnel du chantier avec détail des phases, les modalités d'exploitation retenues phase par phase avec la justification des choix (appui de données trafic, etc) et la justification du maintien de restrictions (jours hors-chantiers, week-end, etc), les équipements d'exploitation et de sécurité, la concertation et l'information aux usagers (avis de presse, etc), les plans de détail de la signalisation temporaire de chantier, les déviations le cas échéant avec l'accord des gestionnaires de voiries impactées, l'avis du coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS) en cas de co-activité sur le chantier.

Il est rappelé que l'étude de l'exploitation sous chantier doit débuter dès l'élaboration des études préalables et se poursuivre lors de l'établissement du dossier de Projet. L'exploitation sous chantier fait ensuite l'objet de dossiers spécifiques DESC, en parallèle à la réalisation du dossier de consultation des entreprises (DCE) et à la passation des marchés de travaux.

L'approbation du DESC ne peut se faire qu'une fois le dossier de Projet approuvé. Il est précisé que tout chantier d'investissement non courant sur le réseau routier national est soumis à la même procédure quelle que soit sa maîtrise d'ouvrage.

Le DESC est déposé par le maître d'ouvrage délégué sous sa responsabilité. Tout DESC fait l'objet d'une approbation par le chef du Service Exploitation pour le compte du directeur interdépartemental des Routes Sud-Ouest.

B- Contenu d'un Dossier d'Exploitation Sous Chantier « chantier non courant »

Au vu des enjeux, ce type d'opérations fait alors l'objet d'une procédure spécifique qui se décline en deux phases, à savoir :

- la **réalisation d'un pré-DESC**. L'objectif d'un pré-DESC est d'avoir une vision globale du dossier sur les modes d'exploitations proposés et les interactions entre les différentes phases et/ou éléments fonctionnels. Il peut en outre :
 - lister les contraintes techniques et financières de l'opération,
 - identifier les interfaces entre les différents acteurs impliqués,

la **réalisation d'un DESC** après approbation du projet en préparation du dossier de consultation des entreprises. Ce DESC doit avoir un niveau de détail supérieur.

B.1 -Contenu du pré Dossier d'Exploitation Sous Chantier d'Opération (pré-DESC)

Le pré - Dossier d'Exploitation Sous Chantier à établir par le Maître d'Ouvrage dès la phase d'Études préalables et affiné lors de la phase Projet sera composé des pièces suivantes :

- plan de situation de la zone des travaux,
- notice présentant les grandes lignes de l'opération, les différentes étapes envisagées et les contraintes propres à chaque étape,
- plans de phasage de l'opération avec les principes d'exploitation sous chantier sur la base d'une analyse de trafic (recensement des trafics à fournir),
- planning de l'opération précisant les interactions entre les différentes étapes.

B.2- Contenu d'un Dossier d'Exploitation Sous Chantier d'investissement »

Le Dossier d'Exploitation Sous Chantier sera constitué des pièces suivantes:

- **Pièce 1 : Plan de situation de la zone des travaux**

- **Pièce 2 : Notice Explicative**

- a - objet de l'opération et nature des travaux

- b - principe général du phasage des travaux

- c - planning général de l'ensemble des phases de travaux

- d - objet du chantier

- e - planning détaillé du chantier

- f - modalités d'exploitation sous chantier retenues

Justifier les modes d'exploitation retenus en précisant les données trafic pour la période concernée – veiller à la compatibilité de ces trafics avec la capacité résiduelle obtenue, notamment pour des alternats

- g - description phase par phase du chantier

Joindre un plan synoptique de chaque phase pour une meilleure compréhension du dossier

- h - présentation détaillée des équipements d'exploitation et de sécurité (**dispositifs de retenue, signalisation temporaire verticale et horizontale,...**)

Indiquer les distances de fonctionnement des dispositifs de retenue (type SMB)

- i - concertation

Présenter (à l'aide de compte-rendus par exemple) la concertation menée par le Maître d'Ouvrage délégué avec les collectivités territoriales, les riverains, les gestionnaires de voirie, les services de transports scolaires et de transports en commun, les services d'incendie et de secours, les forces de l'ordre, les acteurs sociaux économiques, ...

- j - information des usagers et riverains

Préciser les modalités d'information du public (usagers et riverains) prévues pour le démarrage du chantier et les différentes phases ; les projets de communiqués de presse préparés par le Maître d'Ouvrage délégué en liaison avec la DIR Sud-Ouest seront joints au DESC.

- k – Mise en circulation provisoire de nouveaux ouvrages

Cas de chantiers non-courants pour lesquels une mise en circulation est sollicitée dans le cadre du DESC à l'issue des travaux, dans l'attente de la réalisation d'une IPMS (instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national - §2.8 Procédures de gestion de la sécurité des infrastructures routières) : identifier les phases de mises en circulation provisoire et joindre le plan de signalisation correspondant.

- **Pièce 3 : Dossier de plans de signalisation**

Il est constitué de plans de signalisation à une échelle appropriée :

- d'un plan initial de la signalisation existante (avant travaux) : vue en plan, coupes en travers,
- des plans détaillés de la signalisation temporaire pour chacune des phases (en général, échelle 1/1000ème et 1/500ème) : vue en plan, coupes en travers.
- d'un plan final de la signalisation permanente (après travaux) : vue en plan, coupes en travers.

- **Pièce 4 : Dossier de déviations**

- a - plans de déviation

Faire figurer sur ces plans les panneaux de déviations implantés.

Joindre une notice indiquant pour chaque voie utilisée le classement de la voie (A, RN, RD, VC), son nom ou numéro, son gestionnaire et les PR d'origine et de fin.

- b - accord des gestionnaires de voirie concernés par le (ou les) itinéraire(s) de déviation

Il est impératif de consulter les différents gestionnaires de voies utilisées comme itinéraires

de déviations et de fournir leur avis favorable écrit (courrier de papier ou informatique). Lorsque l'itinéraire de déviation passe par une agglomération, l'avis favorable écrit du président de la commune est obligatoire. Les avis des gestionnaires ou aux présidents par le maître d'ouvrage de l'opération portent sur le principe des fermetures et non sur les dates exactes, lesquelles font l'objet d'une consultation spécifique de la part du district dans un deuxième temps, avant chaque prise d'arrêt temporaire de circulation.

Ces gestionnaires seront les suivants :

- les communes pour le réseau communal (VC),
- les départements pour le réseau départemental (RD),
- le district Ouest de la DIRSO pour le réseau routier national géré par la DIR Sud-Ouest.

En l'absence de réponse du gestionnaire ou des présidents sous un mois, joindre le courrier de saisine en indiquant qu'aucune réponse n'a été fournie.

c - cahier de panneaux

Ce cahier présente les caractéristiques détaillées de chaque panneau (dimension, texte, hauteur de lettre,...).

• Pièce 5 : Recommandations traitant de la sécurité des personnels

Les règles de sécurité figurent dans le **cahier des recommandations** traitant de la sécurité des personnels - *annexe 4* -.

• Pièce 6 : Avis du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Veiller à associer le CSPS à l'élaboration du DESC car le CSPS est légitime pour formuler un avis sur la signalisation de chantier ayant un impact sur la sécurité des travailleurs.

• Pièce 7 : Décision d'approbation du projet

Fournir la décision d'approbation du dossier de Projet.

• Pièce 8 : Autres pièces

Fournir toute autre pièce nécessaire à l'instruction du dossier et notamment l'avis écrit de la (ou des) cellule(s) en charge de l'instruction des demandes de Transports Exceptionnels (TE) concernée(s) doit être fourni si le chantier interfère avec un itinéraire emprunté par les TE.

C- Instruction et approbation du Dossier d'Exploitation Sous Chantier

Le maître d'ouvrage délégué (ou le Maître d'œuvre avec accord du maître d'ouvrage délégué) adresse à la DIR 3 exemplaires du DESC validé par le maître d'ouvrage délégué.

Ces exemplaires sont transmis aux destinataires suivants :

- un exemplaire sous format papier au siège du district concerné,
- un exemplaire sous format papier au CEI concerné,
- un exemplaire sous format papier au chef du Service Information et Gestion du Trafic (SIGT),

Afin d'assurer une instruction du dossier et la préparation des arrêtés temporaires spécifiques, les DESC doivent parvenir impérativement **au plus tard 9 semaines** avant le démarrage des travaux.

Le district transmet son avis sur le DESC au CIGT de Toulouse (au sein du SIGT), qui émet un avis de synthèse sur le dossier et prépare la décision d'approbation du DESC par le chef du SIGT pour le Directeur Interdépartemental des Routes Sud-Ouest.

A leur demande, les DESC ne sont, en général, pas adressés aux CRICR Méditerranée et Sud-Ouest. Lors de l'élaboration de l'avis de synthèse, le CIGT :

- consulte pour avis le CRICR Méditerranée sur les chantiers créant une gêne importante à l'usager.
- peut consulter, pour conseil, le CRICR Sud-Ouest sur les chantiers nécessitant un avis de la zone de défense (par exemple : impacts sur PGT zonaux, etc.)

La décision d'approbation du DESC est adressée au maître d'ouvrage déléguée par courrier (original du document) par le SIGT.

En complément, une diffusion électronique de la décision d'approbation est assurée par le SIGT/CIGT de Toulouse aux différents intervenants, à savoir :

- le maître d'ouvrage délégué,
- le maître d'œuvre,
- le district concerné,
- le CEI concerné,
- le SMEE (cas d'une maîtrise d'ouvrage déléguée extérieure),
- le service chargé de l'instruction des TE,
- la Préfecture (le cas échéant)

D - Procédure lors de l'étape préalable au démarrage du chantier

D.1 - Demande initiale d'un arrêté temporaire de circulation

Pour les chantiers non courants d'investissement, **lorsque le DESC est approuvé**, les formulaires de demandes d'arrêtés temporaires de circulation pour chaque phase concernée dûment remplis sont adressés par le maître d'ouvrage délégué (ou son Maître d'œuvre avec accord du maître d'ouvrage délégué) au district concerné par les travaux au moins 15 jours avant la date prévue de démarrage des travaux ou de changement de phase.

Le modèle d'imprimé à utiliser pour la demande d'arrêté sera fourni par la DIR.

Si la période de travaux est modifiée, une nouvelle demande d'arrêté temporaire dûment remplie est adressée par le maître d'ouvrage délégué (ou le maître d'œuvre avec accord du maître d'ouvrage délégué) au district concerné par les travaux au moins 15 jours avant la date prévue de démarrage des travaux ou de changement de phase.

L'arrêté temporaire de circulation doit comporter entre autres les éléments suivants:

- phases de travaux du DESC,
- dates et heures des différentes phases et des fermetures (y compris dates de secours),
- entreprise(s) titulaire(s) des prestations concernées,
- coordonnées 24h/24h du Maître d'œuvre et de l'entreprise responsable de la signalisation temporaire joignables pendant les phases du chantier.

Le district consulte les gestionnaires ou les présidents concernés par les déviations pour avis et prépare le projet d'arrêté temporaire de circulation. Il consulte s'il le juge nécessaire le CIGT de Toulouse pour avis sur ce projet d'arrêté avant signature.

L'arrêté temporaire de circulation est signé par le chef de district ou son représentant (dans le cadre de l'arrêté de subdélégation accordée par le DIR Sud-Ouest disponible sur l'intranet de la DIR Sud-Ouest). La copie des arrêtés temporaires de circulation est assurée par le district. Le Maître d'Ouvrage délégué et le Maître d'œuvre doivent veiller à ce que les travaux en cours soient toujours conformes à l'arrêté temporaire de circulation.

D.2 - Demande de prolongation ou de modification d'un arrêté temporaire de circulation

Si des prolongations ou des modifications d'arrêté temporaire de circulation s'avèrent nécessaires, une demande **argumentée** de prolongation ou de modification doit être déposée auprès du district concerné le plus tôt possible et au plus tard une semaine avant que l'arrêté initial ne devienne caduque.

Par précaution, des "dates de secours" doivent être prévues dès le départ dans l'arrêté pour prévenir les risques d'annulation liés aux intempéries, etc.

D.3 - Modalités concernant l'information aux usagers

Communication avec la presse.

Simultanément à la demande d'arrêté temporaire de circulation, un projet de communiqué de presse doit être transmis pour avis à la DIR (Secrétariat Général / Unité Communication et Coordination). Le communiqué de presse doit ainsi être établi au moins 15 jours avant la date de démarrage des travaux ou de changement de phase.

Le communiqué de presse est rédigé par le maître d'ouvrage délégué. Il fait l'objet d'une validation

par l'unité communication et coordination (chargée de communication territorialement compétente pour diffusion aux médias reste de la responsabilité du maître d'ouvrage délégué.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023

Reçu en préfecture le 08/06/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230607-2023_DP_055-DE

Communication vers les services responsables de la production de l'information routière. Les services responsables de l'information routière sont pour cette opération le CIGT de Toulouse et le CRICR Sud-Ouest. Les arrêtés autorisant ce chantier non courant sont transmis au CIGT et au CRICR Sud-Ouest, afin que ceux-ci assurent leur mission de diffusion de l'information routière via le support ministériel « Bison Futé ».

E- Modalités spécifiques applicables

E.1 - Remontées d'informations

Dans le cas où les travaux seraient annulés ou reportés, le maître d'ouvrage délégué (ou son maître d'œuvre) informe dans les plus brefs délais, le district concerné qui répercute la décision prise en temps réel au CIGT afin qu'il mette à jour l'information à diffuser aux usagers et aux services concernés.

E.2 - Coordonnées des intervenants sur le chantier et recensement des matériels

Il est impératif que le maître d'ouvrage délégué (ou son maître d'œuvre) transmette au district concerné, lequel répercutera en temps réel au CIGT, la liste actualisée des noms et des coordonnées téléphoniques du maître d'œuvre et du responsable de la signalisation temporaire joignables 24h/24h pendant toute la durée des travaux.

Pour les routes à chaussées séparées classées autoroutes et routes express, toutes les personnes présentes sur le chantier doivent disposer d'une autorisation nominative de circuler à pied (en application de l'article R 432-7 du Code de la Route) délivrée par la DIR Sud-Ouest (dans le cadre de l'arrêté de subdélégation accordé par le DIR Sud-Ouest).

Afin de s'assurer du bon respect de cette règle, le maître d'ouvrage délégué (ou son maître d'œuvre) du chantier est tenu de communiquer systématiquement au district concerné la liste (noms et coordonnées) tenue à jour en permanence de l'ensemble des personnes appelées à intervenir sur le chantier en dehors de la zone close à la circulation par une protection collective. En application du même article R 432.7 du Code de la Route, une liste tenue à jour des engins intervenant sur le chantier doit être établie par le maître d'ouvrage délégué (ou son maître d'œuvre) et diffusée au district concerné selon le même processus que la liste de l'ensemble des personnes appelées à intervenir sur le chantier en dehors de la zone close à la circulation par une protection collective.

E.3 - Relations entre les acteurs et déroulement du chantier

Les relations entre le maître d'ouvrage (délégué), le maître d'œuvre, l'exploitant et les entreprises durant le chantier sont explicitées dans l'annexe 6 de la procédure DESC de la DIR. La procédure complète et ses annexes seront remises par la DIR au maître d'ouvrage délégué lors de la phase projet.

La nécessaire formalisation des relations entre les différents acteurs donne lieu à la production de documents aux étapes clefs du chantier (plans d'exécution, procédure détaillée de mise en œuvre / enlèvement du dispositif d'exploitation, procès-verbal de changement de phases...).

ANNEXE 4 : PROCESSUS DE MISE EN SERVICE ET DE REMISE A L'EXPLOITANT

A- Mise en service

Après l'IPMS et une fois les travaux correctifs réalisés, lorsque les conditions sont réunies pour mettre en service l'aménagement réalisé, le maître d'ouvrage délégué organise une réunion avec la DIR Sud-Ouest. L'ordre du jour de cette réunion porte à minima sur les points suivants :

- un état de la prise en compte des recommandations de l'inspecteur général Routes et des remarques formulées dans l'avis Exploitant établies dans le cadre de la procédure IPMS,
- un point sur les finitions et les travaux restant à réaliser avec un échéancier de réalisation,
- la situation domaniale et foncière et les limites de gestion (délimitation DPRN, régularisation foncière, convention de gestion,...)
- un point d'avancement sur la constitution du dossier de remise d'ouvrage avec un échéancier de remise des pièces à l'exploitant,
- la date programmée pour la mise en service.

Cette réunion préalable à la mise en service fait l'objet d'un compte rendu proposé par le maître d'ouvrage délégué.

La mise en service suivra le processus suivant :

- A l'échéance prévue, le maître d'ouvrage délégué formule par courrier adressé au DIR, sa demande de mise en service du nouvel aménagement en confirmant que les travaux répondant aux recommandations de l'inspecteur général qui conditionnaient la mise en service, ont bien été réalisés ;
- La DIR Sud-Ouest prépare le projet d'arrêté réglementant la police de circulation relatif aux aménagements réalisés ainsi que le projet de décision de mise en service ;
- Puis, de manière coordonnée, le DIR signe la décision de mise en service en application de l'instruction gouvernementale du 29/04/2014 et, selon le cas, signe par délégation du Préfet de département ou fait signer par le Préfet de département, l'arrêté réglementant la police de circulation qui est ensuite publié au recueil des actes officiels ;

B- Remise des ouvrages

Formalisation

La remise effective des ouvrages à l'exploitant intervient dans un délai de 3 mois maximum à compter de la mise en service. Elle est formalisée par :

- la remise du dossier de remise des ouvrages complet conformément à la composition précisée *plus loin*,
- la signature d'un Procès-Verbal de remise d'ouvrage au gestionnaire cosigné par le directeur interdépartemental des Routes Sud-Ouest (DIR) et le représentant du maître d'ouvrage délégué selon le modèle fourni par la DIR.

Contenu du dossier de remise d'ouvrage

- Les décisions et autorisations :
 - avis Autorité Environnementale
 - arrêté Loi sur l'Eau et ses annexes éventuelles
 - arrêté CNPN et ses annexes éventuelles
 - décision d'approbation du projet
 - décision de mise en service

- si utile, une notice explicative explicitant les mesures environnementales applicables à la phase Exploitation (post mise en service) et les modalités de leur suivi
- Le DOE qui comprendra notamment les plans de récolement des caractéristiques géométriques réalisés :
 - vue en plan,
 - profils en long,
 - profils en travers types et particuliers.
- Un plan général du projet précisant l'implantation de tous les ouvrages ou équipements impliquant des mesures d'exploitation particulières (chaussées, dispositifs d'assainissement, glissières, réseaux, signalisation verticale et horizontale...). Ce plan sera établi au moyen d'un levé topographique établi par méthode terrestre après travaux.
- Un plan de dégagement de visibilité si utile
- Un plan synoptique d'assainissement présentant les dispositifs mis en place et notamment les impluviums collectés, les bassins éventuels et les exutoires et les notices d'entretien éventuelles
- Un plan de la signalisation horizontale et verticale (inclus bornage des extrémités de bretelle), des dispositifs de retenue mis en œuvre (à jour tenant compte des travaux complémentaires suite à l'IPMS)
- Un certificat justifiant l'absence d'amiante sous toutes ses formes dans les matériaux mis en œuvre ;
- Un sous-dossier concernant les dispositifs de retenue marqués CE avec :
 - un plan d'implantation des divers DR avec leurs dénominations précises,
 - un tableau récapitulatif tous les DR mis en place avec leurs caractéristiques performantielles (niveaux de retenue, largeurs de fonctionnement W, déflexion dynamique D, indices de sévérité du choc ASI, repérage précis des extrémités de début et de fin par PR+abscisse ou coordonnées X,Y dans le système Lambert 93), un cadre sera fourni par la DIRSO,
 - pour chaque produit, les fiches produits et les certificats de conformité CE, les notices de montage et d'entretien
- Les plans des réseaux mis en œuvre
- le dossier de suivi du chantier contenant les comptes-rendus des réunions de préparation et de chantier, les PAQ, les fiches produits agréées par le maître d'œuvre, les procédures d'exécution visées par le maître d'œuvre, un sous-dossier contenant les contrôles effectués externes et extérieurs et notamment ceux concernant la portance au niveau de l'arase de terrassement et de la couche de forme et les contrôles chaussée notamment la macro-texture et l'adhérence de la couche de roulement
- le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage DIUO,
- un dossier cadastral précisant les limites du domaine public remis à l'exploitant, établi en concertation avec lui et soumis à son approbation préalable
- les éventuelles garanties particulières en cours et les modalités de leur mise en œuvre,
- les éventuels contrats en cours (aménagement paysagers avec entretien pluriannuel permettant d'assurer une garantie de reprise de végétaux par exemple) et leur modalité de gestion,
- la liste des actions restant à réaliser le cas échéant sous responsabilité du maître d'ouvrage délégué avec leur échéancier, notamment :
 - finitions suite à l'IPMS et hors IPMS,
 - délimitation du domaine public routier national,
 - éventuellement, les éléments manquants du dossier des ouvrages exécutés (DOE),
 - ...

Envoyé en préfecture le 08/06/2023

Reçu en préfecture le 08/06/2023

Publié le



ID : 009-200067791-20230607-2023_DP_055-DE

ANNEXE 5 : PLAN DU GIRATOIRE -BARREAU DE PEYSALES (APS)

Extrait du registre des décisions du président

N°2023/056

Assurances / Assurance construction (dommage ouvrage – solution de base - tous risques chantier – prestation supplémentaire éventuelle) pour l'opération de construction de l'extension du pôle de services

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique, notamment les articles L 2123-1 et suivants ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 03 « Transition énergétique et environnementale », l'objectif 34 « Entretien et valoriser le patrimoine communautaire » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 14 décembre 2022 portant attribution du marché public des travaux relatifs à l'extension du pôle de services de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant la nécessité de se doter d'une assurance construction pour ladite opération ;

Considérant la mise en concurrence conforme à une procédure adaptée avec publicité effectuée le 7 avril 2023 sur le profil acheteur marches-publics.info ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 2 mai 2023 ;

Considérant le rapport d'analyse des offres ;

Considérant l'offre de la société SMACL comme étant la mieux-disante et se classant ainsi en première position ;

Considérant que l'offre de la société SMACL répond aux besoins de L'agglo Foix-Varilhes en proposant un tarif performant et une analyse technique qui ne souffre quasiment d'aucune pénalité sur le plan des réserves ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : APPROUVE l'offre de la SMACL pour l'assurance construction (dommage ouvrage – solution de base / tous risques chantier – prestation supplémentaire éventuelle) pour l'opération de construction de l'extension du pôle de services pour un coût de :

- Solution de base : garantie légale – dommages à l'ouvrage (y compris garanties complémentaires) : 8 588,11 € TTC.
 - Prestation supplémentaire éventuelle - tous risques chantier (y compris les garanties complémentaires) : 2 641,71 € TTC.
- Soit un total de 11 229,82 € TTC.

Article 2 : DÉCIDE de signer le marché public ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision et à prendre toute disposition y concourant.

Article 3 : PRÉCISE que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de l'exercice 2023.

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 7 juin 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

Extrait du registre des décisions du président

N°2023/057

Economie / Travaux d'extension de l'éclairage public zone Joulieu - ajout d'un candélabre secteur de la « ferme »

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'objectif 01 et son action 03 Joulieu « Achever l'aménagement de Joulieu 2 avec la livraison d'un macro-lot vendu à Enedis et la création de deux ou trois lots (secteur de la « ferme ») » ;

Considérant la nécessité de réaliser des travaux d'extension du réseau d'éclairage public sur la zone de Joulieu afin d'ajouter un candélabre à proximité des deux lots destinés à la vente sur la commune de Saint-Jean de Verges ;

Considérant que ces travaux relèvent du SDE 09, auquel L'agglo Foix-Varilhes a délégué cette compétence et à qui elle a demandé une estimation des travaux ;

Considérant que le SDE 09 a communiqué le montant estimé des travaux qui s'élève à 2 860 € HT ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **DEMANDE** au SDE 09 la réalisation des travaux d'extension d'éclairage public et l'ajout d'un candélabre sur la zone de Joulieu 2 à proximité des deux lots destinés à la vente.

Article 2 : **APPROUVE** le versement d'une contribution au SDE 09 d'un montant estimé de 2 860 € HT.

Article 3 : **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 605 du budget annexe des zones d'activités pour 2023.

Article 4 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public du service de gestion comptable de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 7 juin 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

02 MAI 2023

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 009-200067791-20230607-2023_DP_057-DE



Dossier 22-0342
Suivi par Daniel GONCALVES

N/Réf. : JPF/DG/N°1522

Objet : Travaux d'Eclairage Public
Eclairage supplémentaire ZA Joulieu 2

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les travaux cités en objet sont estimés à **2 860 €** (validité 6 mois).

La participation de la communauté d'Agglomération sera appelée à la fin des travaux sous forme d'une contribution de fonctionnement (compte 65548).

Je vous remercie de bien vouloir me faire savoir la suite que vous réservez à ce projet et m'adresser la délibération correspondante.

Je vous demanderai de vous conformer au règlement des aides financières applicable à ce dossier.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments dévoués.

Jean-Paul FERRÉ

Bien Amicalement
JPF

PJ : Règlement des aides financières
1 Modèle de Délibération

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/058****Economie / Travaux d'extension du réseau basse tension – Saint-Jean-de-Verges – zone de Joulieu 2 - électrification de deux lots secteur de la « ferme »**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'objectif 01 et son action 03 Joulieu « Achever l'aménagement de Joulieu 2 avec la livraison d'un macro-lot vendu à Enedis et la création de deux ou trois lots (secteur de la « ferme ») » ;

Considérant la nécessité de réaliser des travaux d'extension du réseau basse tension afin d'alimenter les deux lots destinés à la vente sur la commune de Saint-Jean-de-Verges ;

Considérant que ces travaux relèvent du SDE 09, auquel L'agglo Foix-Varilhes a délégué cette compétence et à qui elle a demandé une estimation des travaux ;

Considérant que le SDE 09 a communiqué le montant estimé des travaux qui s'élève à 14 600 € HT, maîtrise d'œuvre du SDE 09 comprise. Ces travaux sont financés à hauteur de 80% dans le cadre de la participation du FACE. Après déduction de cette somme, la part restant à la charge de L'agglo Foix-Varilhes (20%) serait estimée à 2 920 € HT. Cette participation est toutefois susceptible de varier en fonction du coût final des travaux réalisés. Le montant maximal qui sera versé au SDE 09 est plafonné à cette estimation majorée de 10%, soit 3 212 € HT ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **DEMANDE** au SDE 09 la réalisation des travaux d'extension du réseau basse tension sur la zone de Joulieu 2 afin d'alimenter les deux lots destinés à la vente.

Article 2 : **PREND ACTE** du plan de financement de ces travaux proposé par le SDE 09.

Article 3 : **APPROUVE** le versement d'une contribution au SDE 09 d'un montant estimé de 2 920 € HT et dans la limite de 3 212 € HT (estimation + 10%).

Article 4 : **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 605 du budget annexe des zones d'activités pour 2023.

Article 5 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public du service de gestion comptable de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 7 juin 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.



09 MAI 2023

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 009-200067791-20230607-2023_DP_058A-DE

St Jean de Verges

Le Président,

à

**M. le Président
Communauté d'Agglomération
Foix-Varilhes
1 A avenue du Général de Gaulle
09 000 FOIX**

Dossier suivi par Carlos GOMES
technique-er1@sde09.fr

N/Réf. : CG/NC/N°1658

Objet : Extension BT ZA Joulieu 2 s/P15 « CAUSSADETTE »

N° dossier : 23-0419

PJ : Plan « minute »

Devis définitif

Modèle délibération

Commune : SAINT-JEAN-DE-VERGES

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les travaux cités en objet sont estimés à **14 600 € (valeur mai 2023)**.

Si vous réservez un accueil favorable à ce projet, celui-ci pourra faire l'objet d'une proposition d'inscription sur un futur programme d'électrification rurale.

Je vous rappelle que dans le cadre de ce programme **le Syndicat prend en charge 80%** de la part revenant à la Communauté d'Agglomération.

Le montant restant à charge s'élève donc à 2 920 € correspondant à 20% du coût total des travaux. Conformément au nouveau règlement financier du SDE09 ce financement sera assuré par le versement d'une contribution au SDE imputé au chapitre 65, compte 6558 (M57) ou 65548 (M14) en section de fonctionnement du budget.

Je vous remercie de bien vouloir me transmettre **une délibération du Conseil Communautaire exprimant son approbation sur l'inscription retenue**, sans votre accord l'ordre de service travaux ne sera pas donné à l'entreprise (cf modèle délibération).

Vous trouverez ci-joint le règlement des aides financières du SDE 09 applicable à ce dossier.

Veillez agréer Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Paul FERRÉ

Bien Amicalement
H



Syndicat Départemental
d'Energies de l'Arriège

www.sde09.fr

Tél. 05 34 09 85 30 - Fax 05 34 09 85 31

ZA Joulieu

BP 10177 ST JEAN-DE-VERGES

09004 FOIX CEDEX

COMMUNE DE SAINT-JEAN-DE-VERGES

Extension BT ZA Joulieu 2 s/P15 CAUSSADETTE

Aff n°23-419 E HP

St Jean de Verges le

2 mai 2023

DEVIS DEFINITIF

Devis définitif

Alimentation électrique basse tension

- Etude et autorisations administratives
- Câblage électrique souterrain + génie civil

H.T.:	1 063,00 €
H.T.:	12 975,46 €
Devis définitif H.T. :	14 038,46 €
Devis définitif H.T. avec honoraires :	14 600,00 €

Fourreaux et chambres France Télécom

Devis définitif H.T. :	
Devis définitif H.T. avec honoraires :	- €

Réseau AEP

Devis définitif H.T. :	
Devis définitif H.T. avec honoraires :	- €

	communauté d'agglomération FOIX - VARILHES	sde 09
	2 920,00 €	11 680,00 €
	- €	
	- €	
	2 920,00 €	11 680,00 €

Montant à charge :

2 920,00 €

N.B. : La commande des travaux est conditionnée par l'encaissement des sommes dues

Envoyé en préfecture le 08/06/2023

Reçu en préfecture le 08/06/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230607-2023_DP_058A-DE



Extrait du registre des décisions du président**N°2023/059****Tourisme / Création d'un centre de conférences au sein de l'auditorium Guy Destrem - attribution du marché pour la mission de programmiste**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire* et notamment l'objectif 08 et son action 22 « Créer un centre de conférences au sein de l'auditorium Guy Destrem » qui prévoit d'étudier le dimensionnement du projet d'évolution du bâtiment en centre de conférences avec salles de réunion ;

Vu la consultation publiée le 15 mars 2023 au BOAMP sous le numéro 2023_074 et sur le site marchés-publics.info ;

Considérant le résultat du rapport d'analyse des offres qui classe la société Vitam Ingénierie comme la mieux disante des six offres reçues pour un montant de 25 600 € HT ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **DÉCIDE** de confier la mission de programmiste pour la création d'un centre de conférences au sein de l'auditorium Guy Destrem à Vitam Ingénierie pour un montant de 25 600 € HT, soit 30 720 € TTC, et de signer toutes les pièces et documents utiles à l'exécution de la présente décision.

Article 2 : **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 2313 du budget principal pour 2023.

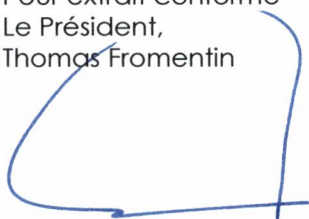
Article 3 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public du service de gestion comptable de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 7 juin 2023

Pour extrait conforme

Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/060****Accessibilité / Vérifications techniques en sécurité incendie et travaux de mise en accessibilité – site des Forges de Pyrène**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de la L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant la nécessité de souscrire une mission de maîtrise d'œuvre en vue de la réalisation des travaux de mise en œuvre des Ad'AP sur le site des Forges de Pyrène ;

Considérant la recommandation de la maîtrise d'œuvre quant à la nécessité de recruter un bureau de contrôle pour assurer les missions de vérifications techniques en sécurité incendie et travaux de mise en accessibilité sur le site des Forges de Pyrène ;

Considérant la proposition de la société Apave, située au 3 avenue de Paris à Montgailhard, pour la réalisation des missions de vérifications techniques en sécurité incendie et travaux de mise en accessibilité sur le site des Forges de Pyrène pour un montant de 2 850 € HT réparti comme suit :

DESCRIPTION mission n°1 : vérifications techniques en sécurité incendie travaux d'aménagement	Montant HT
Fin de phase APD	230 €
Fin de phase conception	230 €
Phase travaux	460 €
Fin de mission	230 €
Montant HT	1 150 €

DESCRIPTION mission n°2 : attestation règlementaire handicapés après travaux	Montant HT
Fin de phase APD	340 €
Fin de phase conception	340 €
Phase travaux	680 €
Fin de mission	340 €
Montant HT	1 700 €

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **ATTRIBUE** les missions de vérifications techniques en sécurité incendie et mise en accessibilité afférentes à la réalisation des travaux de mise en œuvre des Ad'AP sur le site des Forges de Pyrène à la société Apave pour un montant de 2 850 € HT.

Article 2 : **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 6228 du budget principal pour 2023.

Envoyé en préfecture le 19/06/2023

Reçu en préfecture le 19/06/2023

Publié le

S²LO

ID : 009-200067791-20230616-2023_DP_060A-DE

Article 3 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 16 juin 2023

Pour extrait conforme

Le Président,

Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/061****Solidarités / Fourniture, mise en œuvre, installation et maintenance d'un logiciel métier pour le centre local d'information et de coordination gérontologique**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant la nécessité de procéder à l'achat d'une solution logicielle métier pour les services du centre local d'information et de coordination gérontologique (Clic) ;

Considérant la consultation lancée par courriel en date du 22 mars 2023 aux entreprises suivantes : Berger Levrault, Inetum, Arche MC2 ;

Considérant que seule la société Arche MC 2 a remis une offre ;

Considérant que l'offre proposée répond aux attentes de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant l'analyse des offres ;

Considérant l'offre de la société Arche MC2 ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : APPROUVE la proposition technique et financière de l'entreprise Arche MC2 pour un coût de :

- 14 214 € HT comprenant la mise en œuvre, les licences utilisateurs par an et la maintenance pour la fourniture, la mise en œuvre, l'installation et la maintenance d'un logiciel métier pour le centre local d'information et de coordination gérontologique (Clic).
- Le marché est conclu pour une période initiale d'un an, renouvelable tacitement 3 ans pour une durée d'un an par période, soit 4 ans maximum.

Article 2 : DÉCIDE de signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision et à prendre toute disposition y concourant.

Article 3 : PRÉCISE que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de l'exercice 2023.

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public du service de gestion comptable de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 7 juin 2023

Pour extrait conforme

Le Président,
Thomas Fromentin



**Communauté d'Agglomération
Pays Foix Varilhès**

Affaire suivie par :

Emanuelle SOULE

emanuelle.soule@arche-mc2.fr - 06.74.95.51.12

Fait le 05/04/2023

**OFFRE SAAS
DEVIS MILLESIME**

ABONNEMENT MILLESIME - Offre SAAS	Qté	MONTANT (H.T)	TOTAL (TTC)
<p>PACK PREMIUM - Tranche 3 Jusqu'à 8 utilisateurs simultanés</p> <p>MILLESIME Action Sociale Base Individus/Familles, Accueil et Planning, Aides légales Gestion de l'accompagnement social Interface MILLESIME / API PARTICULIER RECUPERATION automatique des Familles grace aux identifiants CAF et DGFIP Fusion bureautique et publipostage, Archivage Numérisation, Habilitations, Univers BO Risques Exceptionnels (personnes vulnérables, plan canicule, grand froid ...)</p>	1	199,00 € / Mois	238,80 € / Mois
<p>PORTAIL USAGER - Tranche 3</p> <p>Services Action Sociale <u>(Domiciliations, Prise de Rendez-vous, Dépôt de documents, Formulaire de contact)</u></p> <p>Incluant les services suivants : Droits d'usage de la solution Connexion aux applications métiers MILLESIME Hébergement de la solution et des données sur plateforme sécurisée Mise à disposition des nouvelles versions (correctives et évolutives) Assistance Logicielle et technique</p>	1	99,00 € / Mois	118,80 € / Mois
<p>Module Statistiques - BUSINESS OBJECT Droit d'usage Licence BO - OEM - par Utilisateur déclarés (Création, Modification, et exécution des états)</p> <p>Incluant les services suivants : Droits d'usage de l'application Millésime et de la base de données Oracle Hébergement de la solution et des données sur plateforme sécurisée Accès au logiciel Millésime par un simple navigateur Internet Mise à disposition des nouvelles versions Millésime (correctives et évolutives) Assistance Logicielle et technique Abonnement E-learning : accès aux cours interactifs</p>	1	29,00 € / Mois	34,80 € / Mois
TOTAL ABONNEMENT MENSUEL (*)		327,00 € / Mois	392,40 € / Mois

DEVIS PRESTATIONS

PRESTATIONS DE MISE EN ŒUVRE	Qté	Unité	Prix Unitaire (H.T.)	TOTAL (H.T.)
Reprise des données				
<i>Reprise de données à partir d'un <u>Fichier EXCEL</u> (Selon Trame fournie par l'éditeur)</i>				
<i>Reprise de données à partir d'un <u>Fichier EXCEL</u> des rues</i>				
Accompagnement à la réalisation du fichier EXCEL	1	Forfait	200,00 €	200,00 €
o Explication sur la structure du fichier				
o Test d'intégration du fichier				
o Validation du fichier				
Migration	0,5	Jour	700,00 €	350,00 €
Migration des rues	1	Heure	100,00 €	100,00 €
Forfait Mise en Œuvre - Solution hébergée	1	Forfait	1 000,00 €	1 000,00 €
Configuration de l'environnement sur le serveur d'hébergement				
Création des comptes utilisateurs				
Planification des prestations				
Coordination de la reprise de données				
Forfait Mise en Œuvre BO - Solution hébergée				
Création environnement BO				
Préparation Infocentre, Paramétrage BO, Créations des comptes utilisateurs				
Configuration de l'ETL				
Test de bon fonctionnement				
Mise en place Portail Usagers				
Déploiement du portail - Création de l'environnement	1	Forfait	490,00 €	490,00 €
Forfait Accompagnement - à distance - Portail Usagers	1	Forfait	800,00 €	800,00 €
Analyse du paramétrage fonctionnel :				
Audit (1h)				
Paramétrage du Portail Usagers (2h)				
Accompagnement à l'utilisation du portail e-learning (2h)				
Accompagnement au démarrage (1h)				
<i>Facturation globale réalisée à la première prestation</i>				
Forfait Accompagnement - à distance	1	Forfait	2 500,00 €	2 500,00 €
Analyse du paramétrage fonctionnel :				
Audit (dans la limite de 3h)				
avec rédaction d'un CR - (3h)				
Assistance au paramétrage (dans la limite de 3h)				
Paramétrage ACS (9h)				
Paramétrage et Accompagnement à l'utilisation - API Particulier (3h)				
Accompagnement au démarrage (dans la limite de 3h), à utiliser dans les 3 mois suivant le début des formations				
<i>Facturation globale réalisée à la première prestation</i>				
TOTAL MISE EN ŒUVRE H.T.				5 440,00 €

Envoyé en préfecture le 08/06/2023

Reçu en préfecture le 08/06/2023

Publié le



ID : 009-200067791-20230607-2023_DP_061-DE

FORMATION (*)	Qté	Unité	Prix Unité		
Formations sur site (pour 1 session de 8 agents maximum)					
Formation Base - Saisie des Foyers/Individus - Numérisation	0,5	jour	1 030,00 €		515,00 €
Formation Accueil - Agenda	0,5	jour	1 030,00 €		515,00 €
Formation Aides Légales	0,5	jour	1 030,00 €		515,00 €
Formation Fusion Word	0,5	jour	1 030,00 €		515,00 €
Formation Accompagnement Social	0,5	jour	1 030,00 €		515,00 €
Frais de déplacement	3	jours	90,00 €		270,00 €
Formations à distance (par session de 4 agents maximum)					
Formation Habilitations - Action Sociale Création des groupes, Modification des droits	3	heures	135,00 €		405,00 €
Formation BO Avancée Création, Modification des états BO	2	jours	800,00 €		1 600,00 €
TOTAL FORMATION NET TVA					4 850,00 €

(*) : prestations de formation non soumises à TVA - Centre de formation agréé sous le n° 93131269013 délivré par le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

- La collectivité s'engage à ce que les pré-requis à la formation soient respectés par les stagiaires et à leur transmettre le programme de formation
- Le règlement intérieur de la formation est disponible sur notre site internet
- Vous n'avez pas déclaré de personnes en situation de Handicap parmi les stagiaires

TOTAL PRESTATIONS H.T.			10 290,00 €
TVA 20,00 %	Base	5 440,00 €	1 088,00 €
TOTAL GENERAL T.T.C.			11 378,00 €

Je déclare accepter les conditions générales de vente associées

Observations:

Validité de l'offre de 90 jours à partir du 05 avril 2023

Bon pour accord, le 07/06/2023

Signature et cachet



N° de Siret : _____

Obligatoire pour CHORUS

N° d'engagement : _____

Vos Réf. : _____

Arche MC2 : le digital au service de la personne

arche-mc2.fr

Siège social : ARCHE MC2 - 1600, route des Milles - Domaine de la Parade - 13090 AIX-EN-PROVENCE

ARCHE MC2 - SAS à associé unique au capital de 530 103 €. R.C.S. AIX - SIRET 382 519 312 00088. TVA Intracommunautaire FR 30 382 519 312. Formation Professionnelle enregistrée n° 93131269013

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/062****Finances / Budget principal – admissions en non-valeur des créances éteintes**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 portant délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu l'état récapitulatif des créances éteintes établi par le comptable public du service de gestion comptable de Foix en date du 30 mai 2023 ;

Considérant que les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrecouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement ;

Considérant que le service de gestion comptable de Foix propose d'admettre en non-valeur au motif de surendettement et décision d'effacement de dette les créances éteintes détaillées dans l'état joint, pour les montants récapitulés dans le tableau suivant :

Exercice d'origine	Montant
2018	59,18
2020	186,13
2021	474,43
Total	719,74

LE PRÉSIDENT,

Article 1 : **APPROUVE** la demande du comptable public du service de gestion comptable de Foix d'admettre en non-valeur les titres reconnus irrécouvrables listés dans l'état joint à la présente décision, pour un montant de 719,74 €.

Article 2 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont prévus au budget principal 2023 à l'article 6542 pour les inscriptions en non-valeur des créances éteintes.

Article 3 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public du service de gestion comptable de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix, le 16 juin 2023

Pour extrait conforme

Le président,

Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

Exercice	Ref	DÉBITEUR	RESTE DU	MOTIFS D
2018	T-152	RIVERA Rina	59,18	Surendettement et décision effacement de dette
		RIVERA Rina (Total pour le débiteur)	59,18 €	
2021	T-1056	SARRIEU Marie	60,28	Surendettement et décision effacement de dette
2021	T-1208	SARRIEU Marie	40,92	Surendettement et décision effacement de dette
2021	T-299	SARRIEU Marie	30,96	Surendettement et décision effacement de dette
2021	T-427	SARRIEU Marie	23,32	Surendettement et décision effacement de dette
2021	T-51	SARRIEU Marie	28,81	Surendettement et décision effacement de dette
2021	T-521	SARRIEU Marie	36,74	Surendettement et décision effacement de dette
2021	T-669	SARRIEU Marie	8,80	Surendettement et décision effacement de dette
2021	T-848	SARRIEU Marie	27,50	Surendettement et décision effacement de dette
2021	T-880	SARRIEU Marie	44,88	Surendettement et décision effacement de dette
		SARRIEU Marie (Total pour le débiteur)	302,21 €	
2021	T-526	SOARES Laura	172,22	Surendettement et décision effacement de dette
		SOARES Laura (Total pour le débiteur)	172,22 €	
		total	533,61 €	

Envoyé en préfecture le 19/06/2023
Reçu en préfecture le 19/06/2023
Publié le
ID : 009-200067791-20230616-2023_DP_062A-DE



Exercice	Ref	DÉBITEUR	RESTE DU	MOT
2020	T-562	JUREVIEZ Pascale	186,13	Surendettement et
		JUREVIEZ Pascale (Total pour le débiteur)	186,13 €	
		total	186,13 €	

Envoyé en préfecture le 19/06/2023
 Reçu en préfecture le 19/06/2023
 Publié le
 ID : 009-200067791-20230616-2023_DP_062A-DE



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/063****Solidarités / Acte de clôture de la régie de recettes « résidence autonomie Bleu printemps » instituée auprès de L'agglo Foix-Varilhes**

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 abrogeant et remplaçant le décret n° 2008 227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité des gestionnaires publics ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'article L.315-17 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 portant délégation partielle des attributions du conseil, et notamment déléguant au président la possibilité de créer et supprimer des régies intercommunales en application de l'article L 2122-22 al.7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision du président n°2017/032 du 2 mars 2017 portant acte constitutif de la régie de recettes « résidence autonomie Bleu printemps » auprès de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant la nécessité de supprimer les régies constituées n'ayant plus d'activité depuis plusieurs années ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : DÉCIDE que la régie de recettes « résidence autonomie Bleu printemps » (n° 808) constituée auprès de L'agglo Foix-Varilhes est clôturée à compter du 20 juin 2023.

Article 2 : DÉCIDE qu'en conséquence, il est mis fin aux fonctions du régisseur et des mandataires de la régie.

Article 3 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Foix, le 26 juin 2023

Pour extrait conforme

Par délégation la 1^{ère} Vice-présidente

Annie Bouby



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/064****Finances / Souscription d'une ligne de trésorerie auprès de la Société Générale**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.5216-5 ;

Vu le code de la commande publique, notamment son article L2515-5 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative aux délégations du conseil communautaire au président ;

Considérant le décalage temporaire entre le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes, notamment en matière de subventions ;

Considérant que la mise en place d'une ligne de trésorerie permettrait d'assurer un maintien de la trésorerie nécessaire à la couverture des engagements financiers de L'agglo ;

Considérant les offres présentées par les principaux établissements bancaires exerçant sur le marché, et particulièrement la proposition formulée par la Société Générale ;

LE PRÉSIDENT,

Article 1 : **APPROUVE** la proposition de la Société Générale concernant la mise en place d'une ligne de trésorerie pour une durée d'un an à compter de la date de signature du contrat.

Article 2 : **PRÉCISE** que les caractéristiques du contrat sont les suivantes :

Caractéristiques financières de la ligne de trésorerie utilisable par tirages	
Montant maximum	1 500 000 €
Durée maximum	Un an à compter de la date de la signature du contrat
Index	EUF1M Euribor moyen mensuel 1 mois En présence d'un index négatif, l'index égal à zéro s'applique
Marge	0,55%
Forfait de gestion	1 000 €
Frais de virement	Néant
Frais de dossier	Néant
Commission de non-utilisation	Néant
Commission de confirmation	0,04% l'an sur le montant total de la ligne de trésorerie Perçue d'avance trimestriellement Nombre de jours exact / 360 jours
Règlement des intérêts	Intérêts mensuels à terme échu Nombre de jours exact / 360 jours
Date d'effet du contrat	Signature du contrat avant le 23 juillet 2023
Modalités d'utilisation	Le montant minimum d'un tirage est de 150 000 € Le versement des fonds s'effectue par virement au Trésor Public, à la date de compensation souhaitée, par demande formulée via l'outil de banque à distance, avant 13h Le remboursement s'effectue par virement sur le compte de la banque, par demande formulée via l'outil de banque à distance, avant 13h Le décompte des intérêts est arrêté à la date de compensation effective des fonds

Article 3 : DIT que les crédits relatifs au paiement des intérêts et au chapitre 66 du budget principal pour 2023.

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public du service de gestion comptable de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix, le 26 juin 2023

Pour extrait conforme

Par délégation la 1^{ère} Vice-présidente

Annie Bouby



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/065****Aménagement / Convention de partenariat d'échange de données géographiques numériques entre le Syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège et L'agglo Foix-Varilhes**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2022/003 du 23 février 2022 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme de l'habitat (PLUi-H) ;

Considérant que depuis le 1^{er} juillet 2021, conformément à l'article 136 de la loi Alur, L'agglo Foix-Varilhes est compétente en matière de « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Considérant que le syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège dispose d'un pré-système d'information géographique (SIG) permettant de fournir un support géographique commun pour recueillir et saisir des données, puis de les redistribuer afin de favoriser les échanges et l'interconnaissance ;

Considérant que la convention a pour objet la mise à disposition à titre gratuit par le syndicat de SCoT de la Vallée de l'Ariège, de données géographiques sous forme numérique, telles que les données TVB, OCS-GE, FRC Occitanie (Via Fauna), que ladite convention vise d'une part à définir les fournitures de données transmises par le syndicat de SCoT à L'agglo Foix-Varilhes, et d'autre part à définir les modalités de collaboration et les conditions d'usages et de diffusion de ces données ;

Considérant que le syndicat de SCoT accorde à L'agglo Foix-Varilhes, pour la durée de la convention, un droit d'usage de ses données, qu'il permet à L'agglo de les utiliser librement et de les exploiter sous quelque forme que ce soit dans les limites fixées dans la convention ci-annexée, et que pour la satisfaction de ses besoins propres, L'agglo est autorisée à mettre les données à disposition d'un prestataire de service, en conformité avec les droits concédés ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat d'échange de données géographiques numériques entre le syndicat mixte de SCoT de la Vallée de l'Ariège et L'agglo Foix-Varilhes annexée à la présente.

Article 2 : **DÉCIDE** de signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

Article 3 : **DIT** que le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 3 juillet 2023,

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.